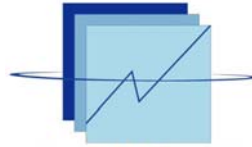


**REPUBLIQUE du SENEGAL**

Un Peuple – Un But – Une Foi



**ANSD**

Agence Nationale de  
la Statistique et de la Démographie

Direction des Statistiques Economiques

et de la Comptabilité Nationale

**Les comptes de secteurs institutionnels  
et les Tableaux des comptes  
économiques intégrés du Sénégal de  
2001 à 2009**

**Mai 2014**

# AGENCE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE

**ANSD**

**Directeur Général :** Babakar FALL

**Directeur Général Adjoint :** Mamadou Falou MBENGUE

**Directeur des Statistiques Economiques  
et de la Comptabilité Nationale :** Mamadou Alhousseynou SARR

**Chef de la Division de la Comptabilité Nationale,  
des Synthèses et des Etudes Analytiques :** Ousseynou SARR

**Chef du Bureau de la Comptabilité Nationale (BCN) :** Mamadou Ngalgou KANE

**Rédacteurs :** Adama SECK  
Madiaw DIBO  
Fodé DIEME  
Malick DIOP  
Mamadou FAYE  
Fahd NDIAYE  
Modou Ndour FAYE

Messieurs Abou AW et Amar SECK, précédemment en service au BCN, ont également contribué de manière significative à la réalisation de ce travail.

**Diffusion :** El Hadj Malick GUEYE, Chef de la Division de la Documentation, de la Diffusion et des Relations avec les Usagers p.i.

## TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES .....	i
AVANT PROPOS .....	ii
RESUME .....	iii
Introduction .....	1
1. Analyse d'ensemble .....	1
1.1. Création de valeur ajoutée .....	2
1.2. Répartition de la valeur ajoutée.....	2
1.3. L'investissement .....	3
1.4. Le revenu et l'épargne .....	4
2. Analyse des comptes des secteurs institutionnels.....	7
2.1. Le secteur des sociétés non financières (SNF) .....	7
2.2. Le secteur des sociétés financières (SF).....	9
2.3. Le secteur des Administrations publiques (APU) .....	10
2.4. Le secteur des ménages .....	13
2.5. Les opérations avec l'extérieur.....	15
Conclusion .....	16
ANNEXES.....	18
Annexe 1 : Aperçu méthodologique.....	19
Annexe 2 : Glossaire.....	22
Annexe 3 : Tableaux de publication.....	28

## **AVANT PROPOS**

L'ANSD a entrepris depuis 2000 un programme de mise à niveau de son système statistique qui s'est traduit par l'adoption du Système de Comptabilité Nationale (SCN) de 1993 dans le cadre de l'élaboration des comptes nationaux. Ce programme a permis de produire une note méthodologique conforme au SCN, de mettre en place une application informatique permettant de produire régulièrement la série des comptes nationaux et de résorber ainsi le retard qui était accusé dans la production des comptes nationaux.

Toutefois, les comptes produits se limitaient à la sphère des biens et services avec notamment l'élaboration de Tableaux Entrées-Sorties (TES). Dans le but de mettre en œuvre, de manière plus poussée, les recommandations du SCN 93, l'ANSD s'est engagée, avec l'appui technique du Centre d'Assistance Technique du FMI en Afrique de l'Ouest (AFRITAC de l'Ouest) et le soutien financier de la Banque Africaine de Développement, dans la production des comptes de secteurs institutionnels et du Tableau des Comptes Economiques Intégrés (TCEI). A cet égard, la série des comptes économiques intégrés 2001-2009 a été réalisée.

Ce document présente les résultats de ce travail. Il est organisé en deux parties. La première est consacrée à une analyse d'ensemble de la création, de la distribution et de l'utilisation des revenus du point de vue des principaux secteurs institutionnels. La seconde examine, de manière spécifique, les principaux agrégats et ratios relatifs à chacun desdits secteurs institutionnels ainsi que les échanges avec l'extérieur. Les données portant sur les comptes des secteurs institutionnels et les TCEI de 2001 à 2009 sont également fournies en annexe.

## RESUME

Le Produit Intérieur Brut (PIB) est passé de 3 575 milliards FCFA en 2001 à 6 033 milliards FCFA en 2009, en terme nominal. La valeur ajoutée brute est essentiellement créée par le secteur institutionnel des ménages incluant le secteur informel (52% du PIB sur la période) et les Sociétés Non Financières (24%). Elle est distribuée principalement sous forme de revenu mixte aux entrepreneurs du secteur informel et de salaires aux travailleurs.

Le solde extérieur des revenus, qui retrace les flux nets de revenus du travail et des investissements (dividendes, intérêts...) entre l'économie nationale et le reste du monde, a été déficitaire sur toute la période étudiée, variant entre - 21 milliards FCFA et - 91 milliards FCFA. A cet égard, le Revenu National Brut (RNB), qui tient compte des flux de revenus ci-avant, s'est situé en deçà du PIB, passant de 3 499 milliards FCFA en 2001 à 5 973 milliards FCFA en 2008, avant de décliner à 5 953 milliards FCFA en 2009.

En revanche, le solde extérieur des transferts a été fortement excédentaire (entre 385 milliards FCFA et 827 milliards FCFA), notamment sous l'effet des importants transferts versés par les « Sénégalais de l'étranger » au secteur institutionnel des ménages. Aussi, le Revenu National Brut Disponible (RNBD) s'est-il situé à 6 662 milliards FCFA en 2009, après 3 884 milliards FCFA en 2001. En rapport avec les importants transferts de fonds qu'ils reçoivent de l'étranger ainsi que des Administrations publiques, le secteur institutionnel des ménages concentre près de 80% des revenus disponibles. A ce titre, le revenu disponible des ménages est passé de 3 126 milliards FCFA en 2001 à 5 310 milliards FCFA en 2009. Quant au revenu annuel disponible par habitant, il s'est établi à 436 240 FCFA en 2009 contre 318 874 FCFA en 2001, soit une progression annuelle moyenne de 4,0%. Toutefois, le pouvoir d'achat des ménages a évolué à un rythme moins élevé en raison de l'augmentation des prix à la consommation (2,3% en moyenne annuelle).

Par ailleurs, le revenu disponible des ménages ainsi que des administrations est essentiellement destiné à la satisfaction de leurs dépenses de consommation finale, réduisant ainsi la partie épargnée. En conséquence, l'épargne nationale a globalement représenté 17,3% du revenu national brut disponible sur la période 2001-2009.

Cette épargne a été insuffisante pour financer entièrement les besoins d'investissement des agents économiques résidents, en particulier ceux du secteur des sociétés non financières qui en réalise plus de la moitié (50,5%). Cette situation s'est accentuée au cours des trois dernières années étudiées (2007 à 2009), notamment sous l'effet du creusement du déficit des administrations publiques dont les revenus ont progressé moins vite que les dépenses. Les dons en capital ainsi que les financements extérieurs ont permis de combler ce déficit d'épargne nationale.

## Introduction

La période 2001-2009 a coïncidé avec la mise en œuvre de stratégies économiques et sociales telles que celles déclinées dans les Documents de Stratégie pour la croissance et la Réduction de la Pauvreté (DSRP I et DSRP II) et la Stratégie de Croissance Accélérée (SCA). Ces stratégies ont visé, entre autres objectifs, à promouvoir « une croissance économique forte, suffisante pour avoir un impact quantitatif substantiel sur la prévalence nationale et régionale de la pauvreté »<sup>1</sup>. En outre, d'autres initiatives sectorielles ont été prises pour développer certains secteurs comme l'agriculture, à travers la Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance (GOANA). Dans ce contexte, le taux de croissance économique s'est établi, à 4,0%, en moyenne sur la période 2001-2009.

Quant au PIB par tête, il est passé de 364 197 FCFA par habitant en 2001 à 495 710 FCFA par habitant en 2009, soit un accroissement annuel moyen de 3,9%.

Durant cette période, l'inflation<sup>2</sup> est restée en deçà du seuil de 3% édicté dans le cadre des critères de convergence établis au sein de l'UEMOA, sauf en 2007 et 2008. La progression des prix en 2007 et 2008 (5,9% et 5,8%, respectivement) était principalement attribuable à la flambée des cours du baril de pétrole sur le marché international avec ses effets induits sur le renchérissement des produits locaux et à la crise alimentaire de 2008.

La demande finale intérieure a été marquée par la vigueur des investissements et de la consommation finale qui se sont accrus, respectivement, de 5,7% et 4,7% en moyenne annuelle sur la période 2001-2009.

Les échanges extérieurs ont été caractérisés par une progression annuelle moyenne plus marquée des importations (4,6%), par rapport à celle des exportations (2,9%). Les échanges extérieurs de biens et services ont ainsi contribué négativement à la croissance économique de manière continue sur toute la période sous revue.

Le présent document analyse les contributions des secteurs institutionnels aux résultats agrégés de l'économie nationale. A cet égard, une première partie est consacrée à l'analyse d'ensemble de la création, de la distribution et de l'utilisation des revenus des principaux secteurs institutionnels. Dans une seconde partie, le comportement des secteurs institutionnels est étudié à travers l'examen des principaux agrégats et ratios relatifs à chacune de ces catégories d'agents économiques. Les opérations avec l'extérieur sont également abordées dans cette seconde partie.

### 1. Analyse d'ensemble

La richesse créée par l'économie est essentiellement distribuée aux salariés et aux détenteurs des capitaux, respectivement, sous forme de rémunération du travail et du capital. A l'issue des différentes opérations de redistribution, les agents économiques se retrouvent avec un revenu disponible qui est notamment utilisé en dépenses de

---

<sup>1</sup> Cf. Axe 1, DSRP II.

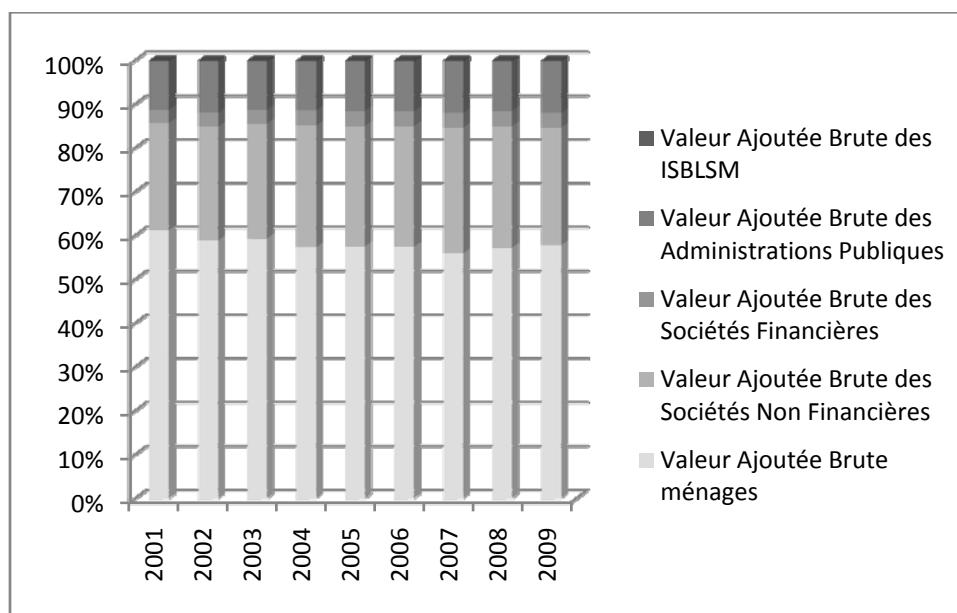
<sup>2</sup> Mesurée par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC).

consommation finale (cas des ménages, des Administrations publiques (APU) et des Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM)). Le reliquat constitue l'épargne qui peut être mobilisée, par chaque catégorie d'agent économique, pour acquérir des actifs non financiers (investissement), augmenter ses actifs financiers ou réduire ses engagements financiers (dettes et autres passifs).

### 1.1. Création de valeur ajoutée

La valeur ajoutée brute (VAB) de l'économie est passée de 3 157 milliards FCFA en 2001 à 5 307 milliards FCFA en 2009. Le secteur institutionnel des ménages, qui inclut les activités du secteur informel (agricole et non agricole), contribue, pour plus de la moitié, à la VAB globale créée dans l'économie sur toute la période sous-revue (cf. graphique 1). Les sociétés non financières (SNF) y contribuent, en moyenne, pour 27,6%. Les valeurs ajoutées des APU et des Sociétés financières (SF) en représentent, respectivement, 11,7% et 3,4%.

**Graphique 1 : répartition de la valeur ajoutée brute par secteur institutionnel**



Source : ANSD, TCEI 2001-2009

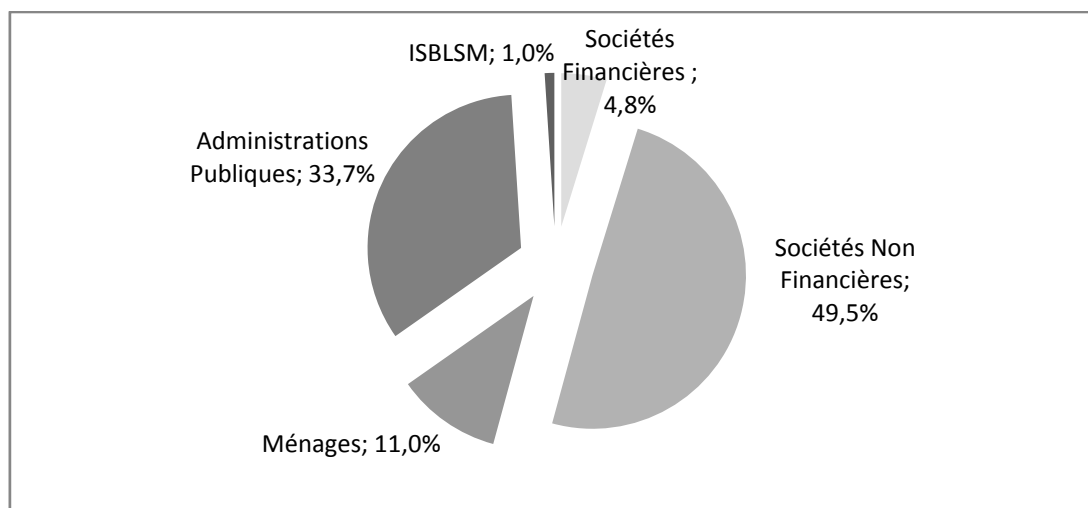
### 1.2. Répartition de la valeur ajoutée

La valeur ajoutée créée par l'économie sénégalaise est, en moyenne, essentiellement répartie sous forme de revenu mixte des activités de production informelles (55,7%), de rémunération des salariés (23,3% en moyenne) et de rémunération du capital des sociétés non financières et financières (16,4%).

Le revenu mixte rémunère à la fois le capital des entreprises informelles et le travail de leurs entrepreneurs.<sup>3</sup>

Sur la période 2001-2009, les rémunérations des salariés sont essentiellement versées par les Sociétés non financières (49,5%) et les Administrations publiques (33,7%)<sup>4</sup> (cf. graph. 2).

**Graphique 2 : Part des secteurs institutionnels dans les salaires versés par l'économie nationale**



Source : ANSD, TCEI 2001-2009

### 1.3. L'investissement

Le taux d'investissement (approché par le taux de FBCF)<sup>5</sup> se situe à 24,1%, en moyenne, sur la période sous revue. En termes de contribution, cet investissement est essentiellement réalisé par le secteur privé formel (52,9%) et celui des Administrations publiques (24,2%). Les investissements réalisés par le secteur des ménages (logements et investissements du secteur informel) représentent, en moyenne, 22,8% du niveau global. Le poids relativement faible de la part des ménages dans l'investissement global s'explique par l'utilisation plus intensive de la main d'œuvre que du capital dans les unités de production informelle (UPI). Les difficultés d'accès des UPI au financement bancaire contribuent à amenuiser leurs investissements. A cet égard, l'essentiel des investissements des UPI se fait sur la base des épargnes personnelles des entrepreneurs<sup>6</sup>.

<sup>3</sup> Dans les entreprises informelles, les entrepreneurs ne sont souvent pas salariés. Ainsi, leur rémunération (à titre de travailleur) n'apparaît pas explicitement dans le compte d'exploitation ; elle est confondue avec le revenu d'exploitation, d'où le terme « revenu mixte ».

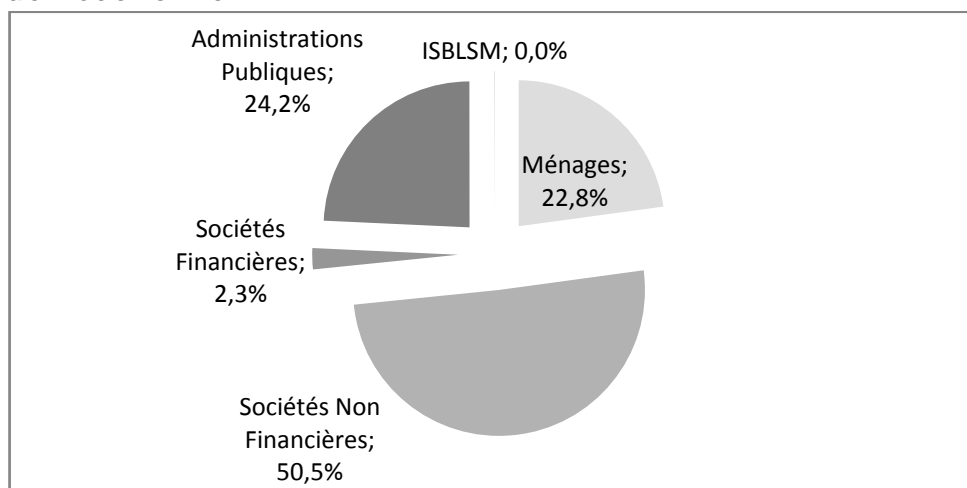
<sup>4</sup> La rémunération de certains agents non fonctionnaires, notamment les corps émergents de l'éducation (vacataires, volontaires), n'est pas prise en compte dans ce calcul. Elle pourrait être intégrée dans les charges de personnel des Administrations Publiques avec la rénovation des comptes nationaux, à l'occasion de la mise en place d'une nouvelle année de base.

<sup>5</sup> Sauf indication contraire, l'investissement va se référer à la FBCF dans la suite du document.

<sup>6</sup> cf. au Rapport final de l'« Enquête Nationale sur le Secteur Informel au Sénégal 2011 », ANSD, 2013, page 40.



**Graphique 3 : Part des secteurs institutionnels dans l'investissement de l'économie**



Source : ANSD, TCEI 2001-2009

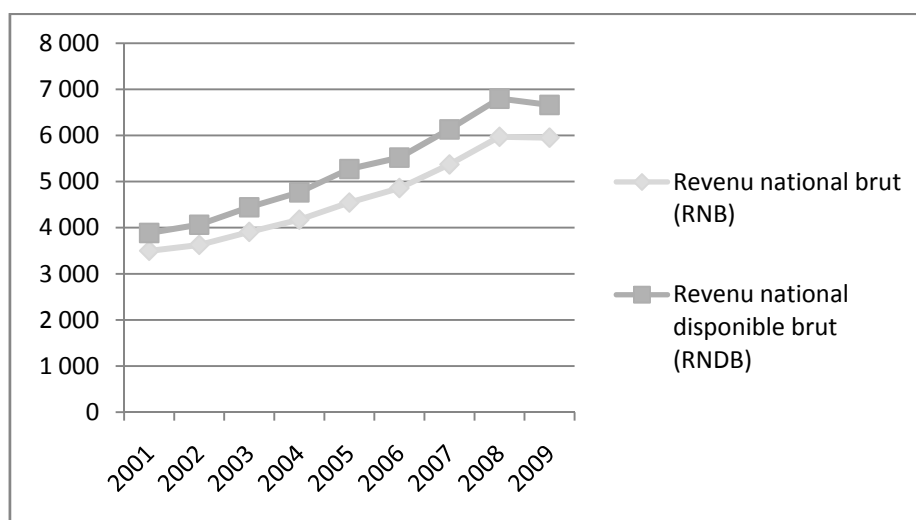
De manière globale, l'épargne mobilisée par l'économie nationale n'est généralement pas suffisante pour financer l'investissement. Ainsi, le Sénégal bénéficie de transferts en capital (sous forme de dons par exemple) et de financements extérieurs pour combler ce déficit.

#### 1.4. Le revenu et l'épargne

Le Revenu national brut (RNB) a enregistré une tendance haussière sur la période 2001-2008, passant de 3 499 milliards FCFA en 2001 à 5 973 milliards FCFA en 2008, ponctuée par un repli en 2009 (5 953 milliards FCFA). Cette évolution est principalement imputable à l'accroissement du PIB nominal (3 575 milliards FCFA en 2001 à 5 994 milliards FCFA en 2008). Quant aux revenus nets des facteurs (revenus du travail et des investissements) entre l'économie nationale et le reste du monde, il est resté déficitaire et se situe entre -21 et - 91 milliards FCFA. En revanche, la régression du RNB notée en 2009 est imputable au ralentissement du PIB en valeur qui n'a progressé que de 39 milliards FCFA en une année, soit 0,6%, tandis qu'au même moment, les revenus nets des facteurs se sont établis à - 80 milliards FCFA.

Cette évolution du PIB en 2009 est essentiellement due au secteur des sociétés (financières et non financières) dont les VA brutes régressent globalement de 2,7% anéantissant ainsi les bonnes performances des Administrations publiques (4,6%) et des ménages (2,1%). Cette contreperformance des sociétés est, en partie, liée aux répercussions négatives de la crise économique mondiale (en particulier sur la demande extérieure) ainsi qu'au ralentissement de certaines activités porteuses de croissance comme les  *télécommunications* . Par ailleurs, le solde du revenu des facteurs a été affecté par la baisse des revenus des investissements directs à l'étranger qui sont passés de 71 milliards FCFA en 2008 à 24 milliards FCFA en 2009.

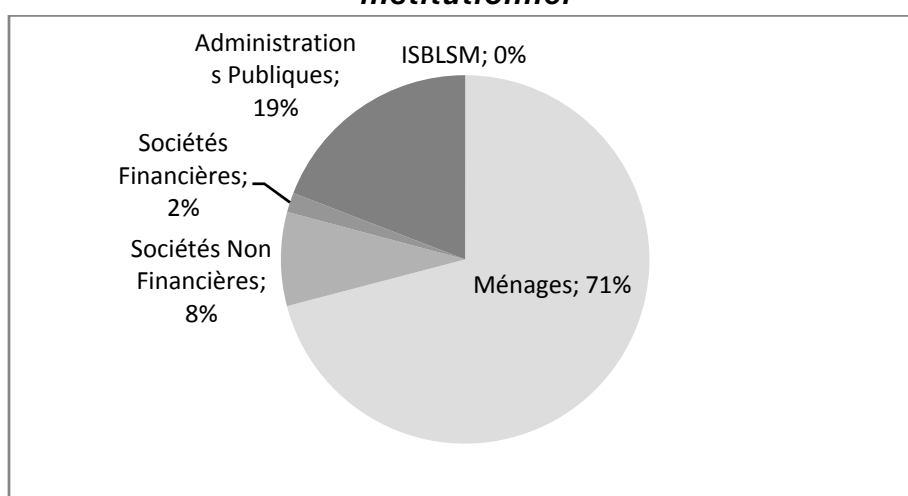
**Graphique 4 : Evolutions du RNB et du RNDB (en milliards FCFA)**



La structure des revenus primaires (cf. graphique 5) est caractérisée par une prépondérance des revenus des ménages (71%) et des Administrations publiques (19%). Cette situation résulte du fait, qu'en sus des revenus mixtes tirés des activités informelles, les ménages perçoivent également des revenus du travail provenant des entreprises et des administrations (pour un montant variant entre 658 milliards FCFA en 2001 à 1 331 milliards FCFA en 2009) ainsi que du Reste du monde (entre 33 et 46 milliards FCFA sur la période sous-revue). De plus, ils reçoivent des revenus nets de la propriété notamment sous forme de dividendes et d'intérêts.

Quant aux APU, leurs revenus primaires découlent essentiellement des impôts sur la production qu'elles prélèvent du fait de leur participation plus ou moins indirecte au processus de production<sup>7</sup> mais également des dividendes et loyers d'actifs non produits tels que les revenus du domaine.

**Graphique 5 : Structure des revenus primaires par secteur institutionnel**

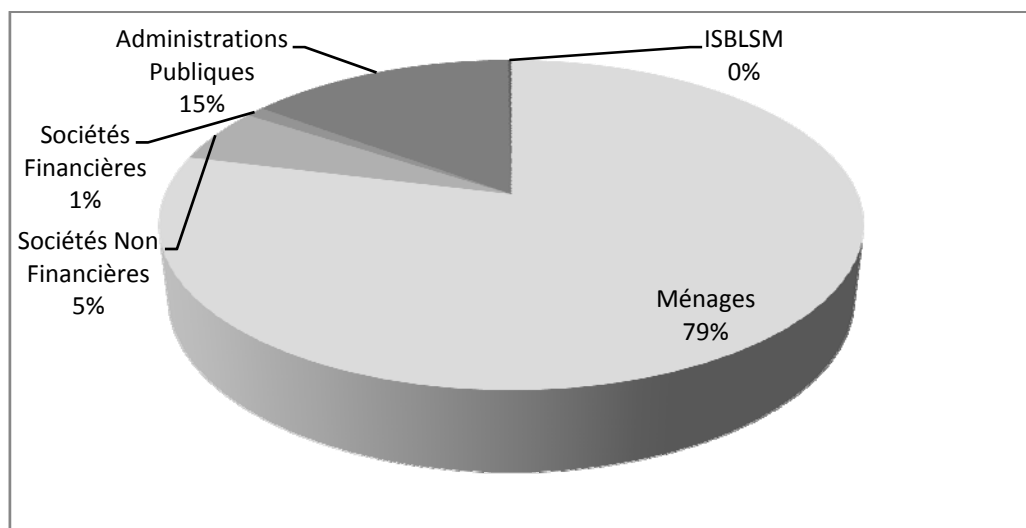


<sup>7</sup> En mettant à la disposition des agents économiques des infrastructures publiques (routes, ...), en assurant la sécurité dans le pays etc.

A la différence des revenus nets, les transferts nets reçus du Reste du Monde sont fortement excédentaires. En particulier, le secteur institutionnel des ménages bénéficie d'importants envois de fonds des « Sénégalais de l'extérieur ». A cet égard, le Revenu national disponible brut (RNBD) au sein de l'économie s'est élevé à 6 662 milliards FCFA en 2009, après 3 884 milliards FCFA en 2001. Il en résulte un revenu national disponible par tête de 547 389 FCFA en 2009 contre 396 222 FCFA en 2001, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 4,1%.

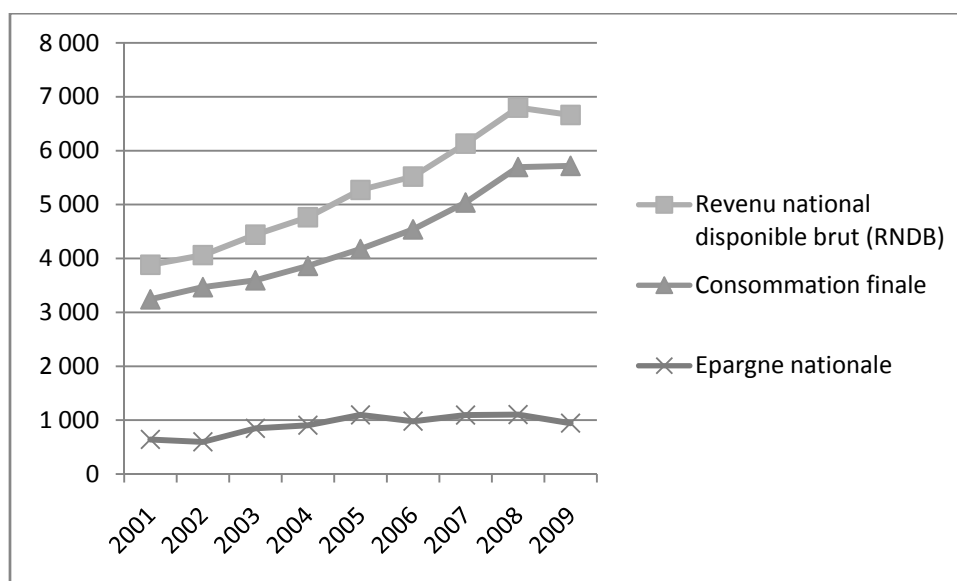
En termes de composition, les secteurs institutionnels des ménages et des Administrations publiques concentrent l'essentiel des revenus disponibles (79% et 15% respectivement). La légère diminution de la part des APU par rapport à celle qu'elles représentaient dans les revenus primaires reflète, dans une certaine mesure, leur rôle de redistribution des revenus notamment au profit du secteur institutionnel des ménages.

**Graphique 6 : Structure du revenu national disponible brut par secteur institutionnel**



L'économie sénégalaise est également caractérisée par une forte propension moyenne à consommer. Aussi, une partie importante du revenu disponible est-elle consacrée aux dépenses de consommation finale des ménages et des Administrations (82,7% en moyenne sur la période 2001-2009). En conséquence, l'épargne nationale brute est évaluée, en moyenne, à 912 milliards FCFA par an sur la période étudiée, soit 17,3% du revenu national brut disponible. Près de la moitié de l'épargne nationale est constituée par celle des ménages (47,9%).

**Graphique 7 : Evolution du RNDB, de la Consommation Finale et de l'Épargne**



## 2. Analyse des comptes des secteurs institutionnels

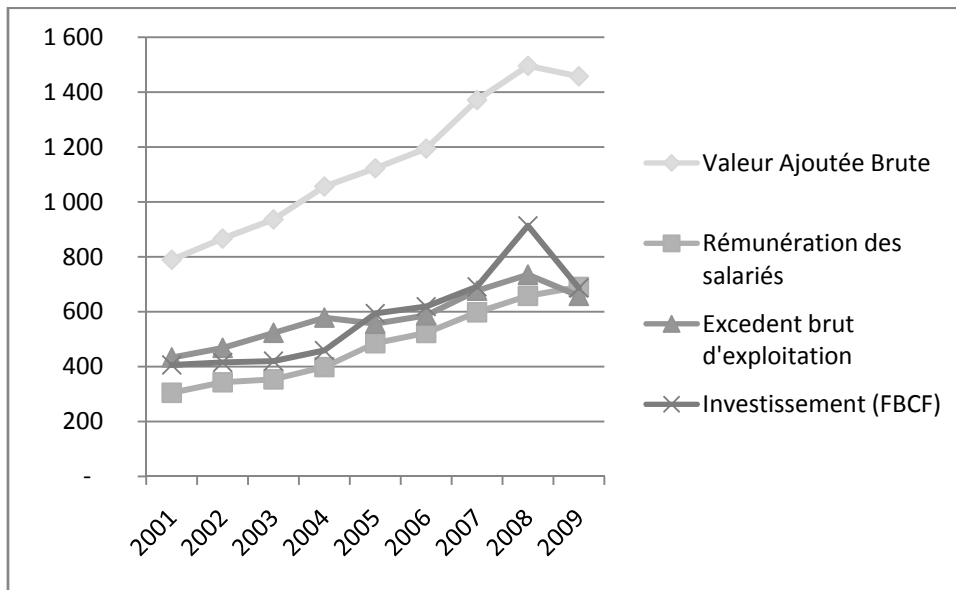
### 2.1. Le secteur des sociétés non financières (SNF)

La valeur ajoutée brute des SNF a enregistré une progression continue entre 2001 et 2008 en passant de 789 milliards FCFA à 1 496 milliards FCFA, soit un accroissement annuel moyen de 9,6% (cf. graphique 8). Toutefois, elle s'est contractée de 2,6% en 2009, en particulier sous l'effet de la baisse des prix à la production consécutive à leur envolée durant les années 2007 et 2008. Pour rappel, les années 2007 et 2008 ont été marquées, au plan international, par la crise alimentaire et la flambée des cours du pétrole qui ont affecté les prix intérieurs.

La valeur ajoutée créée par les SNF est essentiellement distribuée sous forme de salaires au bénéfice des travailleurs. En effet, les charges de personnels (salaires bruts et cotisations sociales) représentent, en moyenne, 41,8% de la valeur ajoutée des SNF entre 2001 et 2009. Cette part s'est progressivement accrue entre les périodes 2001-2004 (38,4%) et 2005-2009 (44,4%).

Parallèlement, le taux de marge (EBE/VAB) des sociétés non financières, est ressorti en baisse sur la période 2005-2009 (48,5%), comparativement à la période 2001-2004 où il était de 54,9% en moyenne. En conséquence, cela a accentué l'amenuisement de l'épargne potentielle des SNF sur leurs ressources propres.

**Graphique 8 : évolution de quelques agrégats des SNF (en milliards FCFA)**



**Source :** ANSD, TCEI 2001-2009

L'investissement des SNF est resté dynamique durant la période sous revue en dépit d'une contraction en 2009. Il est passé de 406 milliards FCFA en 2001 à 691 milliards FCFA en 2007. La vigueur des investissements est, en partie, imputable à l'expansion des sociétés de télécommunications et des bâtiments et travaux publics (BTP). En outre, les investissements des SNF ont enregistré une progression exceptionnelle en 2008 en s'établissant à 913 milliards FCFA, sous l'effet de l'implantation des sociétés dans les mines et les télécommunications (cf. graphique 8). Le recul de l'investissement en 2009 est en rapport avec la crise économique qui s'est notamment traduite par un repli des investissements directs étrangers (-52 milliards FCFA). Par ailleurs, les effets persistant des retards de paiement de l'Etat vis-à-vis du secteur privé ont également constitué une contrainte à la croissance de l'investissement des SNF<sup>8</sup>. En moyenne, le taux d'investissement des SNF s'élève à 50,1% de leur valeur ajoutée brute entre 2001 et 2009.

L'épargne et les transferts en capital reçus par les SNF ne permettent pas de couvrir leur niveau d'investissement, comme en atteste la persistance de leur besoin de financement qui s'établit à 295 milliards FCFA, en moyenne annuelle, sur la période 2001-2009. Les SNF font souvent recours à des crédits à long terme et à l'émission d'actions et d'autres titres de participation pour financer leurs investissements. Ainsi, en sus des nouvelles créations de sociétés qui se sont traduites par la constitution de capital social, des recapitalisations ont été effectuées au cours de la période sous revue, notamment dans les secteurs des transports et des industries chimiques.

<sup>8</sup> L'impact de ces retards de paiements est faible mais persistant selon une étude de la DPEE (cf. Fall, A. et Thiaw K., (2010), « arriérés de paiement et dynamique de croissance au Sénégal » DPEE/2010.

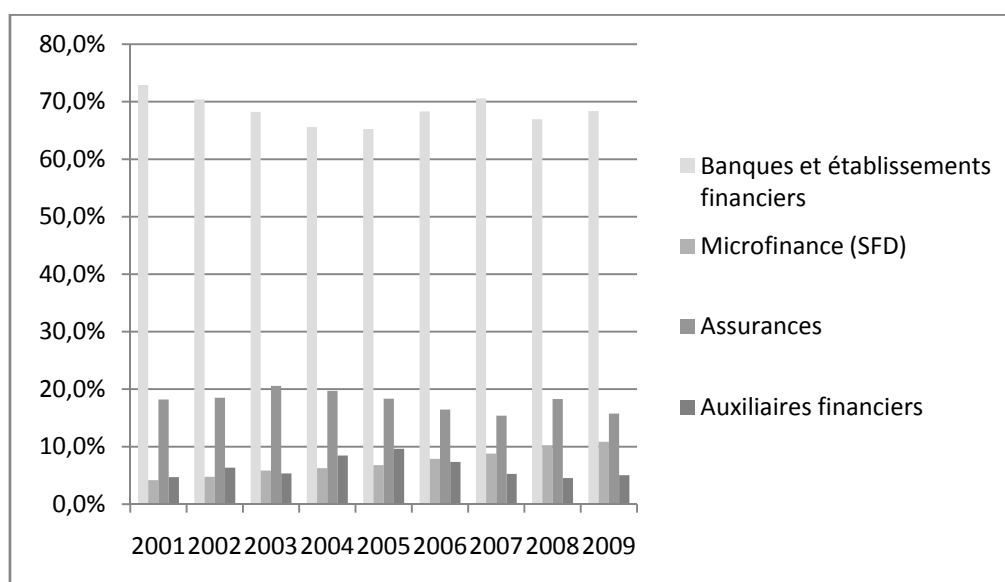
## 2.2. Le secteur des sociétés financières (SF)

Le secteur financier comprend les banques et établissements financiers (y compris la Direction nationale de la BCEAO pour le Sénégal), les sociétés d'assurances, les systèmes financiers décentralisés (SFD) qui évoluent dans la microfinance et les auxiliaires financiers.

Ce secteur est marqué durant la période 2001-2009 par l'installation de nouvelles banques, la fusion de certaines d'entre elles, le renforcement de la réglementation et de la supervision du marché financier surtout pour les SFD.

Les banques et établissements financiers réalisent la plus grande partie de la production du secteur financier (près de 70% en moyenne entre 2001 et 2009). La contribution des sociétés d'assurance à la production globale du secteur est également importante (17,9% en moyenne). Par ailleurs, il convient de souligner le dynamisme du sous-secteur de la microfinance dont le poids dans la production des SF est en nette progression (10,9% en 2009 contre 4,2% en 2001) (cf. graphique 9).

**Graphique 9 : Répartition de la production des sociétés financières par sous-secteur**



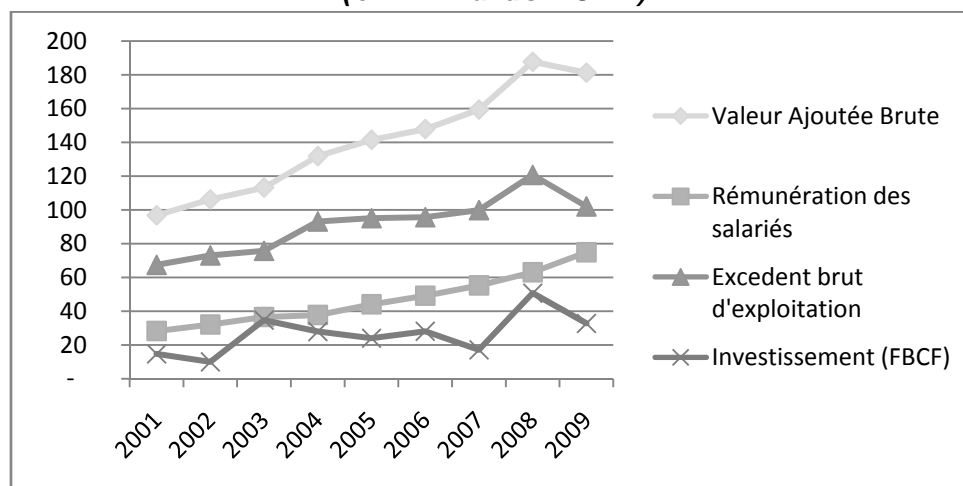
Source : ANSD, TCEI 2001-2009

La valeur ajoutée des sociétés financières s'est sensiblement accrue entre 2001 et 2008 en passant de 97 milliards FCFA à 188 milliards FCFA, soit environ le double. Cette progression a été impulsée par le dynamisme du secteur bancaire dont la production a enregistré un accroissement annuel moyen de 8,5% durant cette période. En outre, la production des sociétés de microfinance (SFD) a plus que quadruplé durant cette période en passant de 6 milliards FCFA en 2001 à 28 milliards FCFA en 2008. Toutefois, la valeur ajoutée des sociétés financières a fléchi en 2009 pour s'établir à 181 milliards FCFA. Ce repli est attribuable au recul de 13,9% de la production des assurances.

La rémunération des salariés des sociétés financières s'est également accrue durant la période sous revue en passant de 28 milliards FCFA en 2001 à 75 milliards FCFA en 2009 (cf. graphique 10).

L'excédent brut d'exploitation dégagé par les SF a aussi enregistré une tendance haussière durant la période 2001-2008 (73 milliards FCFA en 2001 à 120,7 milliards FCFA en 2008) avant de se replier en 2009 (102 milliards FCFA) à la suite de la diminution de la valeur ajoutée.

**Graphique 10 : Evolution de quelques agrégats des Sociétés financières (en milliards FCFA)**



Source : ANSD, TCEI 2001-2009

L'épargne des sociétés financières s'est élevée à 54 milliards FCFA par an sur la période sous revue. Elle a permis de prendre en charge les investissements réalisés par ces sociétés et qui se sont établis annuellement à 27 milliards FCFA sur la même période. Toutefois, le niveau des investissements des sociétés financières a été particulièrement élevé durant l'année 2008 (51 milliards FCFA), en relation avec l'importance de ceux réalisés par la BCEAO dont une partie est imputée à la Direction nationale de cette institution.

Par ailleurs, les sociétés financières interviennent activement dans les transactions portant sur des instruments financiers notamment en mobilisant une partie de l'épargne des unités institutionnelles excédentaires et en la mettant à la disposition des agents ayant un besoin de financement. A ce titre, elles s'engagent sur les marchés financiers et mettent des titres financiers à la disposition des différents agents économiques. Les crédits accordés (moins les remboursements) se sont établis à 179 milliards FCFA, en moyenne, sur la période 2005-2009 contre 109 milliards FCFA (en moyenne) pour les années 2001 à 2004. Ils sont notamment composés de crédits à court terme qui en représentent près de 52%, en moyenne, sur la période 2001-2009.

### 2.3. Le secteur des Administrations publiques (APU)

Outre l'Administration centrale et les collectivités locales, le secteur des APU comprend les organismes de sécurité sociale, les Organismes Divers d'Administration Centrale (Ecoles Nationales, Universités, Instituts publics de recherche etc.).

De 2001 à 2009, les activités des Administrations publiques se sont déroulées dans un contexte d'amélioration des recettes budgétaires recouvrées et de mise en œuvre de grands programmes, en particulier dans les domaines des infrastructures, de l'énergie, de

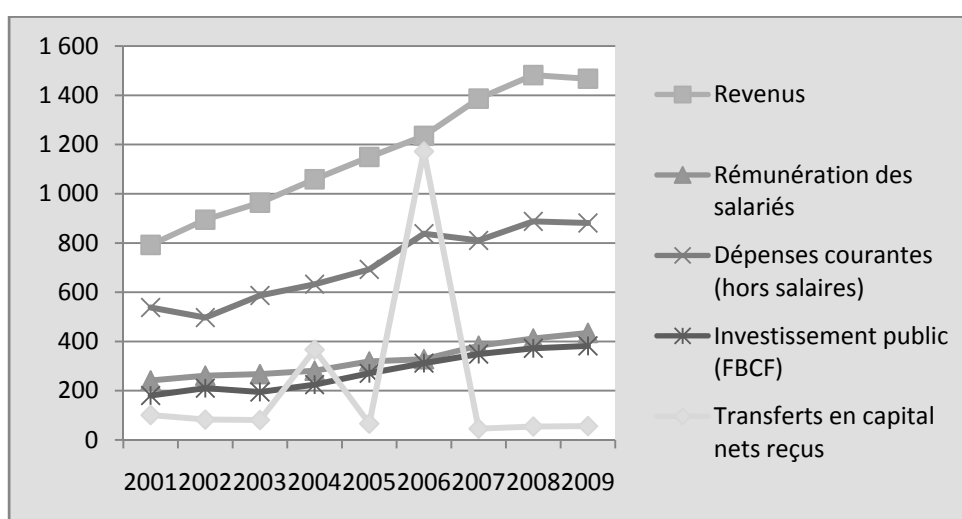
l'éducation et de la santé. L'amélioration du recouvrement des recettes a été favorisée par le renforcement en moyens (logistiques, humains, etc.) des structures qui en ont la charge. A ce sujet, l'informatisation des bureaux de la Direction Générale des Douanes (DGD) a été élargie, notamment ceux situés au Port Autonome de Dakar (PAD), qui fournissent plus de 95% des recettes sur les importations. Par ailleurs, un Centre des Grandes Entreprises a été mis en place pour faciliter le recouvrement des taxes et impôts intérieurs.

Dans ce contexte, les recettes fiscales collectées par l'Administration centrale sont passées de 577 milliards FCFA en 2001 à 1085 milliards FCFA en 2009 entraînant un relèvement de la pression fiscale de 16,1% à 18,0% entre 2001 et 2009.

Sur la même période, les salaires versés par les APU ont enregistré une progression annuelle continue en passant de 241 milliards FCFA en 2001 à 435 milliards FCFA en 2009 (cf. graphique 11). Le relèvement des salaires dans la fonction publique est principalement lié à la réforme du Fonds National de Retraite (FNR) (relèvement de l'âge de la retraite de 55 ans à 60 ans en 2002), les revalorisations du point indiciaire (à partir de 2004), les recrutements des agents relevant des corps émergents du secteur de l'éducation ayant obtenus leurs diplômes professionnels, les programmes spéciaux de recrutement de 5 000 fonctionnaires par an pendant trois (3) ans et le versement d'indemnités spécifiques à certaines catégories de fonctionnaires.

Les autres dépenses courantes (achats de fournitures et de consommables, entretien et maintenance, paiement des intérêts sur la dette, prestations sociales, transferts courants) ont aussi enregistré une tendance à la hausse sur la période sous revue. Elles sont essentiellement composées des transferts courants qui en représentent 60%, en moyenne, sur la période 2001-2009. Ces transferts comprennent des versements à d'autres entités de l'Administration publique (collectivités locales...), des transferts versés dans le cadre de la coopération internationale (contributions versées à des organisations internationales ...) mais surtout des transferts divers versés aux ménages (bourses d'étude, aides variées...).

**Graphique 11 : Evolution de quelques agrégats des APU  
(en milliards FCFA)**



Source : ANSD, TCEI 2001-2009

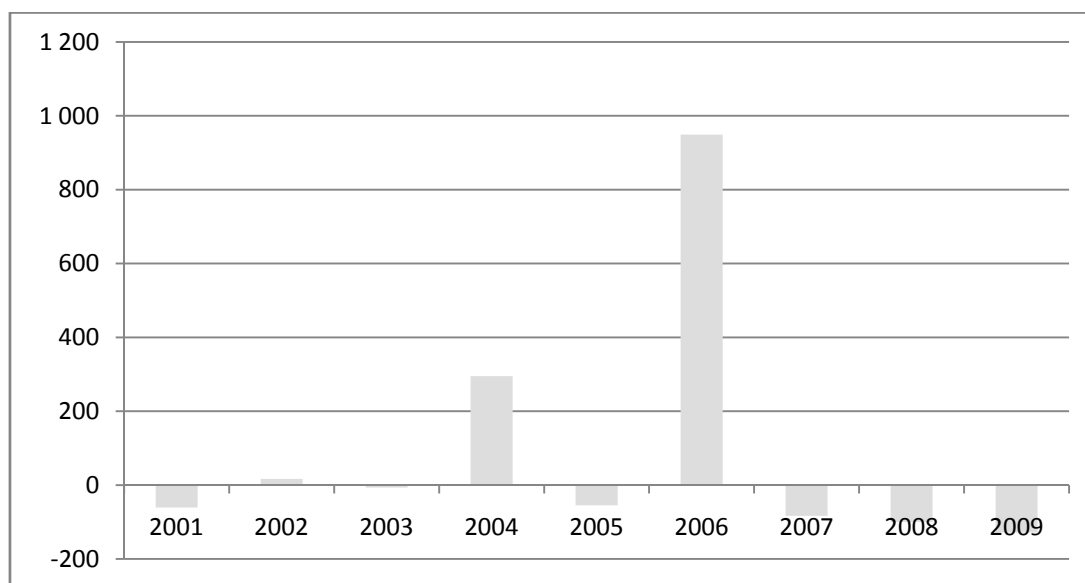


Les dépenses d'investissement réalisées par les APU se sont inscrites en hausse, en particulier à partir de l'année 2004. En effet, l'investissement public est passé de 180 milliards FCFA en 2001 à 225 milliards en 2004, soit un accroissement annuel moyen de 7,6%. Il s'est davantage accru les années suivantes pour se situer à 382 milliards FCFA en 2009, soit une progression annuelle moyenne de 11,2%. Le poids de l'investissement public dans le PIB s'est consolidé en passant de 5,0% en 2001 à 5,3% en 2004, puis 6,3% en 2009. Le dynamisme des investissements publics a été impulsé par les grands travaux de l'Etat, notamment l'Autoroute à Péage Dakar-Diamniadio, les travaux de l'Organisation de la Conférence Islamique (OCI) et les programmes spéciaux pour les villes devant accueillir les célébrations de l'indépendance et pour les cités religieuses.

En relation avec la progression modérée des dépenses des APU, par rapport à leur revenu, ce secteur a dégagé un besoin de financement limité, voire une capacité de financement entre 2001 et 2005 (cf. graphique 12). Ceci a résulté, en partie, du besoin de financement contenu de l'Administration centrale et de la capacité de financement des autres entités du secteur des APU, notamment les institutions de sécurité sociale. Cette situation a notamment prévalu durant l'année 2002 au cours de laquelle les institutions de sécurité sociale ont enregistré une capacité de financement de 19 milliards FCFA favorisant la position excédentaire du secteur des APU qui a dégagé une capacité de financement de près de 17 milliards FCFA. En outre, le Sénégal a bénéficié d'une remise de dette de 322 milliards FCFA en 2004, au titre de l'initiative « Pays Pauvres Très Endettés » (PSTE), permettant aux APU de disposer d'une capacité de financement évaluée à 295 milliards FCFA. Celle-ci a atteint son maximum en 2006 en s'établissant à 949 milliards FCFA, à la faveur de l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM) qui a permis au Sénégal de bénéficier d'une remise de dette de 1 115 milliards FCFA. Toutefois, des besoins de financement de 61 milliards FCFA, 7 milliards FCFA et 55 milliards FCFA ont été enregistrés, respectivement, en 2001, 2003 et 2005.

Les besoins de financement du secteur des APU ont été plus élevés au cours de la période 2007-2009, se situant entre 84 et 125 milliards FCFA, sous l'effet de l'accroissement continu des dépenses courantes et des investissements, dans un contexte de relèvement moins accentué des revenus des APU. Durant ces trois dernières années, les APU ont couvert leurs besoins de financement en faisant notamment recours à des emprunts extérieurs sous forme de « prêts projets » et, dans une moindre mesure, à l'émission d'emprunts obligataires.

**Graphique 12 : capacité ou besoin de financement des APU  
(en milliards FCFA)**



**Source :** ANSD, TCEI 2001-2009

#### **2.4. Le secteur des ménages**

Ce secteur occupe une place centrale dans l'économie sénégalaise en raison de l'importance de la valeur ajoutée qu'il crée, de la demande de produits de consommation qu'il adresse aux producteurs et importateurs et de l'épargne qu'il mobilise pour le financement des investissements.

La valeur ajoutée brute du secteur des ménages est passée de 1976 milliards FCFA en 2001 à 3149 milliards FCFA en 2009. Elle est essentiellement répartie sous forme de revenu mixte (93,6% en moyenne) qui comprend aussi bien la rémunération du capital que celui des entrepreneurs individuels (cf. note de bas de page du point 1.2). Les salaires versés par le secteur des ménages représentent en moyenne 4,3% de leur valeur ajoutée. Outre l'absence de prise en compte de la rémunération du travail des entrepreneurs individuels, ce faible poids des salaires s'explique par le fait que plus de 40% des travailleurs du secteur informel est composé d'apprentis et d'aides familiaux<sup>9</sup>. Sous un autre aspect, le taux d'imposition de ces activités est également faible ; les impôts liés à l'exploitation sont estimés à 2,5%<sup>10</sup> de la valeur ajoutée.

En sus des revenus d'exploitation provenant des activités informelles, les ménages reçoivent des salaires provenant des autres secteurs institutionnels et du Reste du monde. Au total, les salaires reçus par les ménages sont passés de 691 milliards FCFA en 2001 à 1 376 milliards FCFA en 2009.

<sup>9</sup> Pour le secteur informel non agricole, cf. au Rapport final de l'« Enquête Nationale sur le Secteur Informel au Sénégal 2011 », ANSD, 2013, page 34.

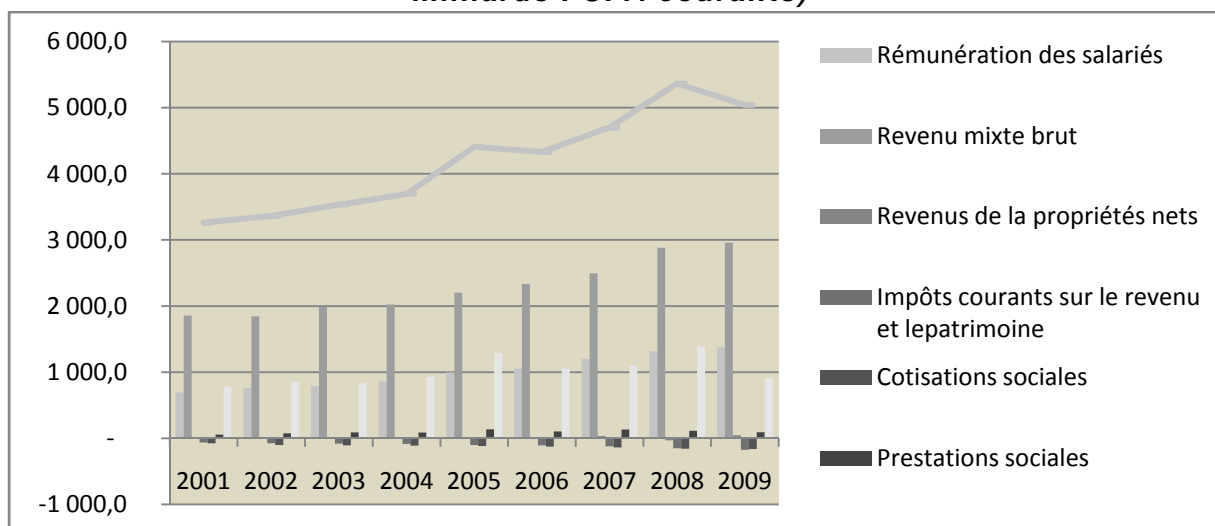
<sup>10</sup> Ce taux dépasse 7% pour les entreprises formelles (SNF, par exemple).

Les revenus nets de la propriété reçus par les ménages se sont établis en moyenne à 11 milliards FCFA sur la période 2001-2009 et sont notamment composés de dividendes et d'intérêts.

Les transferts courants (hors cotisations et prestations sociales) constituent une des principales sources de revenus des ménages. Sur la période sous revue, ils ont atteint en moyenne 996 milliards FCFA, en termes nets.

Ainsi, le revenu disponible des ménages est passé de 3 126 milliards FCFA en 2001 à 5 310 milliards FCFA en 2009. Quant au revenu disponible annuel par habitant<sup>11</sup>, il s'est établi à 436 240 FCFA en 2009 contre 318 874 FCFA en 2001, soit une progression annuelle moyenne de 4,0%. Toutefois, il convient de souligner que le pouvoir d'achat des ménages a évolué à un rythme moins élevé en raison de l'augmentation des prix à la consommation (2,3% en moyenne annuelle).

**Graphique 13 : le revenu disponible des ménages et ses composantes (en milliards FCFA courants)**



Source : ANSD, TCEI 2001-2009

Le revenu disponible des ménages est notamment utilisé pour couvrir leurs dépenses de consommation finale. Ces dernières ont enregistré une progression continue entre 2001 et 2008 en passant de 2790 milliards FCFA en 2001 à 4890 milliards FCFA en 2008 avant de régresser à 4 859 milliards FCFA en 2009 dans un contexte marqué par la baisse des prix. En moyenne, la consommation finale des ménages a représenté près de 89,5% de leur revenu disponible, sur la période sous revue.

Quant à leur épargne, elle s'est élevée à 437 milliards FCFA en moyenne sur la période 2001-2009, soit 10,6% de leur revenu disponible. Cette épargne a totalement couvert les dépenses d'investissement de ce secteur entre 2001 et 2009 permettant ainsi aux ménages de dégager une capacité de financement continue durant cette période.

<sup>11</sup> C'est le rapport entre le revenu disponible des ménages et l'effectif de la population. Cet indicateur peut être utilisé pour suivre l'évolution du pouvoir d'achat des ménages (en prenant aussi en compte l'évolution des prix à la consommation).

## 2.5. Les opérations avec l'extérieur

Le Sénégal est un pays relativement ouvert au commerce mondial. Cela s'est traduit par un taux d'ouverture de l'économie vis-à-vis de l'extérieur<sup>12</sup> dépassant 65% sur toute la période 2001-2009. Cependant, les échanges extérieurs de biens et services sont à l'avantage du Reste du monde étant donné que les exportations ne parviennent pas à couvrir le niveau des importations. La dégradation du déficit extérieur des biens et services du Sénégal s'est poursuivie entre 2001 et 2008, passant de -323,1 milliards FCFA (9,0% du PIB) à -1576,6 milliards FCFA (26,3% du PIB). Le creusement du déficit est essentiellement attribuable à l'augmentation de la « facture » des importations de céréales (riz et blé en particulier) ainsi que celles des produits pétroliers. En sus, les exportations ont été limitées par la rareté des ressources halieutiques et la crise dans les industries chimiques qui a eu un impact négatif sur les exportations de phosphates et d'acide phosphorique. Toutefois, ce déficit s'est réduit en 2009 sous l'effet de la reprise dans les industries chimiques, du raffermissement des exportations d'or et des effets favorables de la baisse des prix des produits importés.

La balance des revenus est également déficitaire en raison de l'importance des revenus des investissements versés aux non résidents (138 milliards FCFA en moyenne sur la période 2001-2009). En revanche, les revenus des investissements reçus de l'étranger se sont établis à 23 milliards FCFA sur la même période.

Quant à la balance des transferts, elle est largement excédentaire en liaison avec l'accroissement des envois de fonds des Sénégalais de l'étranger (414 milliards FCFA en 2001 à 704<sup>13</sup> milliards FCFA en 2009).

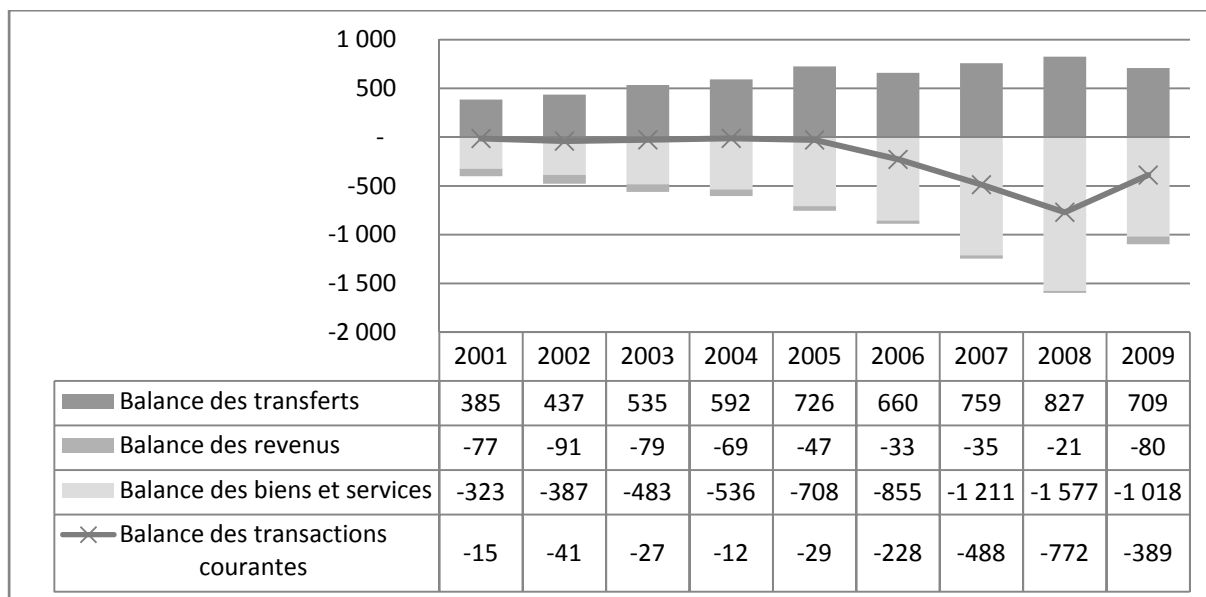
Toutefois, cette situation n'a pas suffi à redresser le déficit du compte courant qui est estimé à 389 milliards FCFA en 2009, contre 15 milliards FCFA en 2001 (cf. graphique 14). En conséquence, le Sénégal a dû davantage solliciter ses partenaires extérieurs pour faire face à son besoin de financement des transactions courantes avec le Reste du monde.

---

<sup>12</sup> Taux d'ouverture = (importations + exportations) / (2xPIB)

<sup>13</sup> Le montant des transferts de fonds des émigrés est constitué de la partie formelle retracée dans la balance des paiements et d'une partie informelle estimée à partir des données de deux enquêtes sur les transferts réalisées, respectivement, en 2005 par la BAD et en 2010 par la BCEAO en collaboration avec l'ANSD.

**Graphique 14 : évolution des soldes des transactions entre l'économie nationale et le reste du monde (en milliards FCFA courants)**



**Source :** ANSD, TCEI 2001-2009

## Conclusion

L'analyse des résultats fait ressortir une prééminence du secteur institutionnel des ménages (y compris les unités de production informelles) dans la création de valeur ajoutée (près de 60% de la valeur ajoutée globale de l'économie sur la période 2001-2009). Il est suivi par les sociétés non financières (27,6%) et les administrations publiques (11,7%).

Par ailleurs, les revenus du travail et des investissements distribués par l'économie nationale à des agents économiques non résidents sont supérieurs à ceux reçus par l'économie nationale en provenance du Reste du monde. A cet égard, le Revenu national brut (RNB) est resté en deçà du niveau du PIB sur toute la période sous revue et a varié entre 3 499 milliards FCFA en 2001 et 5 973 milliards FCFA en 2008 avant de décliner en 2009 à 5 953 milliards FCFA.

L'essentiel des revenus primaires est détenu par le secteur institutionnel des ménages (71% en moyenne) et les administrations publiques (19%).

Contrairement à la balance des revenus, celle des transferts est favorable à l'économie nationale, en raison notamment des importants envois de fonds des « Sénégalais de l'extérieur » au profit du secteur institutionnel des ménages. Aussi, le revenu national disponible brut (RNDB) est-il passé de 3 884 milliards en 2001 à 6 662 milliards en 2009.

A l'instar des revenus primaires, le secteur institutionnel des ménages concentre une grande partie des revenus disponibles (79%). En sus des transferts provenant de l'extérieur, les ménages bénéficient également de transferts versés par les Administrations publiques sous

forme de prestations sociales ou d'aides variées. Quant à la part des APU dans le revenu disponible, elle s'est établie à 15% en moyenne sur la période 2001-2009.

Les revenus disponibles des secteurs institutionnels précités sont majoritairement destinés à satisfaire leurs dépenses de consommation finale. A cet égard, l'épargne nationale s'est globalement établie à 912 milliards, en moyenne, sur la période étudiée, soit 17,3% du revenu national brut disponible.

En définitive, la réalisation des comptes économiques intégrés a permis de mesurer la contribution des différents secteurs institutionnels à la création de richesse mais surtout d'évaluer la distribution et la redistribution des revenus entre d'une part, ces secteurs institutionnels et d'autre part, entre l'économie nationale et le Reste du monde. A ce titre, elle a contribué à élargir la panoplie des indicateurs macroéconomiques mis à la disposition des différents utilisateurs.

## **ANNEXES**

## Annexe 1 : Aperçu méthodologique

L'élaboration de la séquence complète des comptes de secteurs institutionnels et leur synthèse dans le Tableau des Comptes Economiques Intégrés (TCEI) requiert la disponibilité d'informations variées portant sur les différentes opérations économiques (production, consommations intermédiaires, investissements, distribution de revenu, transactions financières etc.) réalisées par lesdits secteurs. Compte tenu du long délai nécessaire pour rassembler et traiter ces informations, l'ANSD a opté pour la réalisation des TCEI pour les années de comptes définitifs.

La démarche méthodologique adoptée a consisté à élaborer séparément la séquence des comptes de chaque secteur institutionnel avant de procéder à la synthèse dans le TCEI. Les principales sources de données utilisées pour l'élaboration des comptes de secteurs institutionnels sont les suivantes.

### **Pour les sociétés non financières**

- la Banque de Données Economiques et Financières (BDEF) qui synthétise les comptes de résultats et les bilans des sociétés non financières figurant dans le Répertoire du Centre Unique de Collecte de l'Information (CUCI) de l'ANSD ;

- le détail des charges figurant dans les tableaux annexes des Déclarations Statistiques et Fiscales (DSF) d'un échantillon d'entreprises du CUCI pour l'éclatement de certaines opérations telles que la rémunération des salariés qui est ventilée en salaires bruts et cotisations sociales (effectives et imputées) à la charge des employeurs.

L'une des principales difficultés pour ce secteur a porté sur la non disponibilité des informations directes sur les acquisitions annuelles d'actifs non financiers et financiers. Ce qui a conduit à les estimer à partir de la variation des stocks d'actifs (immobilisations) figurant au bilan des SNF.

Il faut également souligner que les données de la BDEF font l'objet d'extrapolation pour élargir leur couverture aux SNF qui ne déposent pas leurs DSF au CUCI.

### **Pour les sociétés financières**

- les déclarations des établissements de crédit (DEC) et les bilans, pour le sous-secteur bancaire, centralisés par la Direction Nationale de la BCEAO au Sénégal;

- les états financiers des sociétés d'assurance synthétisés par la Direction des Assurances ;

- les états financiers des sociétés de micro-finance (système financier décentralisé) dont le récapitulatif est effectué par le Direction de la Réglementation et de la Supervision des Systèmes Financiers Décentralisés ;

- les comptes de résultats et les bilans des auxiliaires financiers figurant dans le Répertoire CUCI.



L'une des difficultés majeures pour l'établissement des comptes du secteur financier a porté sur la non disponibilité des opérations relatives à la Direction Nationale de la BCEAO, notamment celles portant sur ses actifs. Ces dernières ont été estimées à partir des comptes de pertes et profits de l'ensemble de la BCEAO en utilisant une clé de répartition par Etat membre.

En sus, le format de présentation des données sources n'est pas stable sur la période sous revue ; ce qui a nécessité une adaptation des tables de passage utilisées pour traduire les différentes opérations des sociétés financières en opérations de la comptabilité nationale.

### **Pour les Administrations publiques**

- la situation d'exécution du budget de l'Etat;
- le Tableau des Opérations Financières de l'Etat ;
- les documents comptables des institutions de sécurité sociale ainsi que des Organismes divers d'Administration Centrale (ODAC) ;
- la balance du Trésor pour les collectivités locales ;
- les documents comptables des chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture et des chambres de métier.

L'une des difficultés rencontrées porte sur l'absence d'une information régulière et détaillée sur les ODAC et les collectivités locales. En outre, les lignes budgétaires qualifiées de « transferts en capital » deviennent de plus en plus importantes sans qu'il soit possible d'identifier avec précision leur type d'utilisation (investissement, paiement de salaires ou de fournitures ...).

### **Pour le Secteur Institutionnel des Ménages**

Les évaluations des opérations du secteur informel et celles de la consommation finale, effectuées notamment pour le besoin de l'élaboration des comptes de biens et services, ont été mises à profit.

Des recoupements ont été également effectués avec les données des autres secteurs institutionnels (prestations sociales, indemnités d'assurance vie etc.) pour identifier les transactions impliquant les ménages.

Il convient de souligner que les valeurs de la plupart des opérations des ménages ont été, en définitive, évaluées lors de la synthèse.

### **Pour le Secteur des Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM)**

C'est le secteur où il y a le moins d'information. C'est la raison pour laquelle la séquence des comptes de ce secteur n'a pas été très développée. Une enquête nationale a été conduite en 2009, auprès de cette cible, afin d'avoir des données plus exhaustives sur leurs activités. Toutefois, afin d'éviter des ruptures de séries, les résultats ne seront intégrés qu'à l'occasion de la rénovation des comptes nationaux avec la mise en place d'une nouvelle année de base.

### **Pour le Reste du monde**

Le compte du Reste du monde retrace les opérations entre les unités résidentes et les unités non résidentes. Elle correspond ainsi au champ couvert par la Balance des paiements qui en constitue la principale source. En sus, l'harmonisation des concepts utilisés dans le Manuel 5 de la Balance des paiements (MBDP 5) et le Système de comptabilité nationale 93 (SCN 93) a facilité la détermination des opérations du Reste du monde en fonction de celles de la Balance des paiements. Toutefois, quelques redressements ont été apportés sur les transferts courants reçus par les ménages pour intégrer les transferts transitant par un circuit non formel et estimer la partie correspondant plutôt à des transferts en capital.

### **Synthèse**

Pour les besoins de la synthèse, des « matrices de qui à qui » croisant les points de vue des secteurs institutionnels débiteurs et créditeurs ont été effectuées pour certaines opérations telles que les intérêts, les dividendes et les transferts en capital.

Des arbitrages ont été également portés sur les opérations de biens et services, les rémunérations des salariés, les impôts sur la production et les subventions sur la production de sorte à assurer une cohérence avec les données déjà publiées, notamment les Tableaux Entrées-Sorties.

La cohérence avec la Balance des paiements a été également respectée, à l'exception des opérations sur les transferts des migrants évoquées ci-avant.

## **Annexe 2 : Glossaire**

### **ACTIF**

Les actifs sont des biens corporels ou incorporels servant de réserve de valeur qui appartiennent, individuellement ou collectivement, à des unités institutionnelles et dont la détention ou l'utilisation au cours d'une période déterminée peut procurer des avantages économiques à leurs propriétaires.

### **ADMINISTRATIONS PUBLIQUES**

Ensemble des unités institutionnelles dont la fonction principale est de produire des services non marchands ou d'effectuer des opérations de redistribution du revenu et des richesses nationales. Elles tirent la majeure partie de leurs ressources de contributions obligatoires. Le secteur des administrations publiques comprend les administrations centrales, les collectivités locales, les organismes de sécurité sociale, les écoles nationales, les universités publiques, les instituts publics etc.

### **AGREGAT**

Un agrégat est une grandeur synthétique mesurant le résultat de l'activité de l'ensemble de l'économie (ex: le produit intérieur brut, le revenu, la consommation, etc.).

### **BALANCE COMMERCIALE**

La balance commerciale est le compte qui retrace la valeur des biens exportés et la valeur des biens importés. Le solde de ce compte, appelé "solde du commerce extérieur", est la différence entre la valeur des exportations et celle des importations entre deux pays. Si la valeur des exportations dépasse celle des importations, on dit qu'il y a excédent commercial ou que la balance commerciale est excédentaire ; si les importations sont supérieures aux exportations, le pays a un déficit commercial ou sa balance commerciale est déficitaire.

### **BALANCE DES PAIEMENTS**

La balance des paiements est un état statistique qui retrace sous une forme comptable l'ensemble des flux d'actifs réels, financiers et

monétaires entre les résidents d'une économie et les non-résidents au cours d'une période déterminée. Les flux économiques et financiers, à l'origine de ces opérations, sont répartis en distinguant le compte des transactions courantes (échanges de biens, de services, de revenus et de transferts courants), le compte de capital (transferts en capital) et le compte financier (investissements directs ou de portefeuille).

### **CAPACITE OU BESOIN DE FINANCEMENT**

La capacité ou le besoin de financement est le solde du compte de capital. Ce solde est égal à l'épargne brute augmentée des transferts nets en capital et diminuée des dépenses faites à des fins d'accumulation (FBCF, variations de stocks, acquisitions nettes d'objets de valeur et d'actifs non financiers ou non produits (terrains, actifs incorporels...)). On parle de capacité de financement si le solde est positif et de besoin de financement s'il est négatif.

### **COMPTE**

Un compte est un instrument qui permet d'enregistrer, pour un aspect donné de la vie économique, (i) les emplois et les ressources ou bien, (ii) les variations d'actifs et les variations de passifs et/ou (iii) le stock d'actifs et de passifs existant à un moment donné. Les comptes de flux incluent un solde comptable qui sert à équilibrer les deux côtés du compte (c'est à dire les ressources et les emplois) et qui constitue une mesure significative de la performance économique.

### **COMPTE D'AFFECTATION DES REVENUS PRIMAIRES**

Le compte d'affectation du revenu primaire met l'accent sur les unités et les secteurs institutionnels résidents en tant que bénéficiaires de revenus primaires, plutôt qu'entant que producteurs dont les activités engendrent des revenus primaires. Deux grandes catégories de revenus apparaissent en ressources : (a) les revenus primaires déjà enregistrés dans le compte d'exploitation, que reçoivent les unités institutionnelles résidentes et (b) les revenus de la propriété que reçoivent les propriétaires d'actifs financiers ou d'actifs corporels non produits (principalement des terrains et des gisements).

### **COMPTE DE CAPITAL**

Le compte de capital enregistre toutes les transactions d'actifs non financiers.

## **COMPTE DE DISTRIBUTION SECONDAIRE DU REVENU**

Le compte de distribution secondaire du revenu montre comment le solde des revenus primaires d'une unité ou d'un secteur institutionnel est transformé en son revenu disponible, par l'intermédiaire des transferts courants, à l'exclusion des transferts sociaux en nature, reçus et versés.

## **COMPTE DE PRODUCTION**

Le compte de production retrace les activités qui consistent à produire des biens ou des services tels que les définit le SCN, en utilisant d'autres biens et services intermédiaires. Son solde (la valeur ajoutée brute) mesure la contribution apportée au PIB par un producteur, une branche d'activité ou un secteur.

## **COMPTE D'EXPLOITATION**

Le compte d'exploitation montre les types de revenus primaires et les secteurs, les sous-secteurs ou les branches d'activité qui sont à l'origine des revenus primaires, par opposition aux secteurs et aux sous-secteurs destinés à recevoir ces revenus.

## **COMPTE DE REDISTRIBUTION DU REVENU**

Le compte de redistribution du revenu en nature montre comment le revenu disponible des ménages, des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), et des administrations publiques est transformé en leur revenu disponible ajusté, par l'intermédiaire des transferts sociaux en nature, reçus et versés.

## **COMPTE D'UTILISATION DU REVENU**

Le compte d'utilisation du revenu décrit comment les revenus sont affectés en définitive par les ménages, les administrations publiques ou les institutions sans but lucratif au service des ménages à la consommation finale ou à l'épargne.

## **COMPTE FINANCIER**

Le compte financier enregistre toutes les transactions sur les actifs et les passifs financiers.

## **CONSOMMATION DE CAPITAL FIXE**

La consommation de capital fixe est la valeur de la dépréciation subie par le capital fixe au cours de la période considérée par suite d'usure normale et d'obsolescence prévisible. Le terme « brut » dans les expressions comme Produit

intérieur brut ou Formation brute de capital fixe signifie que la consommation de capital fixe n'a pas été soustraite. Quand on la soustrait de ces grandeurs, leur valeur est dite « nette ».

## **CONSOMMATION EFFECTIVE DES MENAGES**

La consommation effective des ménages inclut tous les biens et les services acquis par les ménages résidents pour la satisfaction de leurs besoins, que ces acquisitions aient fait, ou non, l'objet d'une dépense de leur part. La consommation effective des ménages comprend donc, en plus des biens et des services acquis pour leurs propres dépenses de consommation finale, les biens et les services qui, ayant fait l'objet de dépenses de consommation individuelle des administrations publiques ou des ISBLSM, donnent lieu à des transferts sociaux en nature de leur part vers les ménages.

## **CONSOMMATION INTERMEDIAIRE**

Valeur des biens et services transformés ou entièrement consommés au cours du processus de production. L'usure des actifs fixes mis en œuvre n'est pas prise en compte ; elle est enregistrée dans la consommation de capital fixe.

## **COTISATIONS SOCIALES EFFECTIVES**

Ensemble des versements que les individus et leurs employeurs effectuent aux administrations de sécurité sociale et aux régimes privés d'assurance sociale. Elles se décomposent en cotisations à la charge des employeurs, cotisations à la charge des salariés, et cotisations à la charge des travailleurs indépendants.

## **COTISATIONS SOCIALES IMPUTEES A LA CHARGE DES EMPLOYEURS**

Contrepartie des prestations sociales fournies directement par les employeurs à leurs salariés, leurs anciens salariés et autres ayants droit, diminuée le cas échéant des cotisations sociales à la charge des salariés.

## **DEPENSES DE CONSOMMATION FINALE DES MENAGES**

Les dépenses de consommation finale des ménages comprennent les dépenses effectivement réalisées par les ménages résidents pour acquérir des biens et des services destinés à la satisfaction de leurs besoins. Les produits correspondants ne sont pas stockés, mais considérés comme consommés au moment de leur achat, même s'ils sont durables (voitures, électroménagers, meubles, etc.). Les dépenses

de consommation finale des ménages incluent la part des dépenses de santé, d'éducation, de logement, restant à leur charge, après remboursements éventuels. Elles incluent également les loyers imputés qui sont les services de logement produits par les propriétaires qui occupent leur propre logement et qu'ils se versent fictivement à eux-mêmes.

### **DIVIDENDES**

Revenus de la propriété versés aux actionnaires qui ont mis des capitaux à la disposition d'une société. L'émission d'actions constitue pour une société une façon de se procurer des capitaux autrement que par l'emprunt. Contrairement au capital emprunté, le capital-actions n'est pas à l'origine d'une créance fixe en termes monétaires, et ne permet pas aux porteurs des actions de percevoir un revenu fixe ou prédéfini.

### **EPARGNE**

Solde du compte d'utilisation du revenu disponible ou du compte d'utilisation du revenu disponible ajusté. Pour les ménages, celui-ci est égal au revenu disponible diminué de la dépense de consommation, ou au revenu disponible ajusté diminué de la consommation finale effective.

### **EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION**

L'excédent brut d'exploitation est le solde du compte d'exploitation, pour les sociétés. Il est égal à la valeur ajoutée, diminuée de la rémunération des salariés, des autres impôts sur la production et augmentée des subventions d'exploitation. Pour les entreprises individuelles, le solde du compte d'exploitation est le revenu mixte.

### **FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE**

La formation brute de capital fixe (FBCF) est constituée par les acquisitions moins les cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents. Les actifs fixes sont les actifs corporels ou incorporels issus de processus de production et utilisés de façon répétée ou continue dans d'autres processus de production pendant au moins un an.

### **IMPOTS**

Les impôts sont des paiements obligatoires, sans contrepartie, en espèces ou en nature, effectués par les unités institutionnelles à des administrations publiques. Ils sont dits "sans contrepartie" parce que les administrations ne

fournissent rien en retour à l'unité individuelle qui effectue le paiement, même s'il arrive que les administrations utilisent les fonds collectés par les impôts pour fournir des biens ou des services à d'autres unités, individuellement ou collectivement ou à la communauté dans son ensemble. On distingue plusieurs types d'impôts dont :

- **les impôts sur la production** qui se composent des impôts sur les produits payables sur les biens et sur les services quand ils sont produits, livrés, vendus, transférés ou mis autrement à disposition par leurs. Ils incluent également les autres impôts sur la production qui comprennent principalement les impôts sur la propriété ou l'utilisation de terrains, de bâtiments ou d'autres actifs utilisés dans le cadre de la production, et les impôts sur la main d'œuvre employée ou sur la rémunération du travail versée ;
- **les impôts sur le capital** qui comprennent les impôts sur la valeur des actifs, ou sur la valeur nette, possédés par les unités institutionnelles ;
- **les impôts sur le revenu** qui comprennent les impôts sur les revenus, les profits et les gains en capital ; ils sont établis sur les revenus effectifs ou présumés des individus, des ménages, des institutions sans but lucratif des ménages ou des sociétés.

### **INFLATION**

L'inflation est la perte du pouvoir d'achat de la monnaie qui se traduit par une augmentation générale et durable des prix. Elle doit être distinguée de l'augmentation du coût de la vie. La perte de valeur des unités de monnaie est un phénomène qui frappe l'économie nationale dans son ensemble, sans discrimination entre les catégories d'agents. Pour évaluer le taux d'inflation, on utilise l'indice des prix à la consommation.

### **INSTITUTIONS SANS BUT LUCRATIF AU SERVICE DES MENAGES**

Les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLM) regroupent l'ensemble des unités privées dotées de la personnalité juridique qui produisent des biens et services non marchands au profit des ménages. Leurs ressources principales proviennent de contributions volontaires en espèces ou en nature effectuées par les ménages en leur qualité de consommateurs, de versements provenant

des administrations publiques, ainsi que de revenus de la propriété.

### **INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS**

Les investissements directs étrangers désignent les investissements qu'une entité résidente dans une économie effectue dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie.

### **MENAGES**

Individus ou groupes d'individus considérés tant dans leur fonction de consommateurs que dans celle, éventuelle, d'entrepreneurs produisant des biens marchands ou des services financiers et non financiers marchands.

### **PASSIF**

Les passifs sont des engagements qui exigent d'une unité (le débiteur) de faire un paiement ou une série de paiements à une autre unité (le créancier) dans les conditions spécifiées dans le contrat qu'elles ont passé entre elles.

### **PRESTATIONS SOCIALES**

Les prestations sociales (ou transferts sociaux) sont des transferts versés (en espèces ou en nature) à des individus ou à des familles afin de réduire la charge financière que représente la protection contre divers risques. Elles sont associées à six grandes catégories de risques : (i) la vieillesse et la survie (pensions de retraite), (ii) la santé (prise en charge totale ou partielle de frais liés à la maladie, à l'invalidité, aux accidents du travail et aux maladies professionnelles), (iii) la maternité/famille (prestations liées à la maternité, allocations familiales, aides pour la garde d'enfants), (iv) la perte d'emploi (indemnisation du chômage) et les difficultés d'insertion ou de réinsertion professionnelle, (v) les difficultés de logement (aides au logement) et (vi) la pauvreté et l'exclusion sociale (bourse sociale, vivres distribués suite à une famine/sécheresse, etc.)

### **PRODUCTION**

Activité exercée sous le contrôle et la responsabilité d'une unité institutionnelle qui combine des ressources en main-d'œuvre, capital et biens et services pour fabriquer des biens ou fournir des services. Les processus purement naturels sans intervention ou contrôle humain ne font pas partie de la production.

### **PRODUCTION MARCHANDE**

Production écoulee ou destinée à être écoulee sur le marché. Elle comprend : (i) les produits

vendus à un prix économiquement significatif (c'est-à-dire un prix couvrant plus de 50 % des coûts de production), (ii) les produits troqués, (iii) les produits utilisés pour effectuer des paiements en nature, y compris les rémunérations des salariés en nature, (iv) les produits livrés par une unité d'activité économique locale à une autre unité d'activité économique locale appartenant à la même unité institutionnelle et destinés à être utilisés par cette dernière pour sa consommation intermédiaire, et (v) les produits ajoutés aux stocks de biens finis et de travaux en cours, destinés à une ou plusieurs des utilisations précédentes.

### **PRODUCTION POUR USAGE FINAL PROPRE**

Biens ou services qu'une unité institutionnelle produit et conserve pour sa consommation finale ou sa formation brute de capital fixe.

### **PRODUIT INTERIEUR BRUT**

Agrégat représentant le résultat final de l'activité de production (la richesse créée ou valeur ajoutée) des unités productrices résidentes. Il est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits.

On distingue :

- le PIB à prix courant : PIB évalué au prix du marché (on parle aussi de PIB nominal) ;
- le PIB à prix constants : PIB évalué au prix d'une année de référence (on parle aussi de PIB réel).

### **RENUMERATION DES SALARIES**

La rémunération des salariés est le total des rémunérations, en espèces ou en nature, que doivent verser les entreprises aux salariés en contrepartie du travail accompli par ces derniers au cours de la période comptable.

### **RESIDENT**

Une unité institutionnelle est résidente d'un pays lorsqu'elle a, sur le territoire économique de ce pays, un centre d'intérêt économique.

### **RESTE DU MONDE**

Les comptes du reste du monde retracent les relations économiques entre les unités résidentes et celles non résidentes.

## **REVENU DISPONIBLE**

Le revenu disponible d'un ménage comprend les revenus d'activité, les revenus du patrimoine, les transferts en provenance d'autres ménages et les prestations sociales (y compris les pensions de retraite et les indemnités de chômage), nets des impôts directs.

## **REVENU DISPONIBLE AJUSTE DES MENAGES**

Revenu disponible des ménages augmenté des transferts sociaux en nature (contrepartie des consommations individualisables incluses dans les dépenses des administrations publiques et des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)).

## **REVENU MIXTE**

Solde du compte d'exploitation pour les entreprises individuelles. Il contient deux éléments indissociables : la rémunération du travail effectué par le propriétaire et éventuellement les membres de sa famille, et son profit en tant qu'entrepreneur.

## **REVENU NATIONAL BRUT**

Le revenu national brut (RNB) est égal au PIB diminué, des impôts (nets des subventions) sur la production et les importations, de la rémunération des salariés et des revenus de la propriété à verser au reste du monde, et augmenté des rubriques correspondantes à recevoir du reste du monde. En d'autres termes, le PIB moins les revenus primaires à verser aux unités non résidentes plus les revenus primaires à recevoir des unités non résidentes.

## **REVENU NATIONAL DISPONIBLE BRUT**

Le revenu national disponible brut s'obtient à partir du revenu national brut en ajoutant tous les transferts courants en espèces ou en nature à recevoir par les unités institutionnelles résidentes de la part d'unités non résidentes et en soustrayant tous les transferts courants en espèces ou en nature à payer par les unités institutionnelles résidentes à des unités non résidentes.

## **REVENUS DE LA PROPRIETE**

Revenus que reçoit le propriétaire d'un actif financier ou d'un actif corporel non produit en échange de sa mise à la disposition d'une autre unité institutionnelle. Ils comprennent principalement les dividendes versés par les sociétés, les intérêts et les loyers des terrains (les loyers des logements, actifs corporels

produits, sont considérés comme le paiement d'un service).

## **REVENUS PRIMAIRES**

Les revenus primaires sont des revenus qui échoient aux unités institutionnelles du fait de leur participation à des processus de production ou parce qu'elles possèdent des actifs qui peuvent être nécessaires pour produire.

## **SOCIETES FINANCIERES**

Ensemble des sociétés et quasi-sociétés dont la fonction principale consiste à fournir des services d'intermédiation financière (banque et assurance) et/ou à exercer des activités financières auxiliaires (auxiliaires financiers).

## **SOCIETES NON FINANCIERES**

Ensemble des unités institutionnelles qui sont des producteurs marchands dont la fonction principale consiste à produire des biens et des services non financiers et dont les opérations de répartition et les opérations financières sont séparées de celles de leurs propriétaires.

## **SOLDE DU COMMERCE EXTERIEUR**

Le solde du commerce extérieur/solde de la balance commerciale est la différence entre la valeur des exportations et celle des importations. Le rapport entre ces deux valeurs est appelé taux de couverture.

## **SOLDE EXTERIEUR DES REVENUS**

Il est le flux net des revenus du travail et des investissements (dividendes, intérêts...) entre l'économie nationale et le reste du monde.

## **SOLDE EXTERIEUR DES TRANSFERTS**

Il est le solde des transferts courants (dons non en capital, aides, envois des migrants) entre l'économie nationale et le reste du monde.

## **TABLEAU DES COMPTES ECONOMIQUES INTEGRES (TCEI)**

Le TCEI est un tableau de synthèse qui donne une présentation simultanée des comptes économiques intégrés des différents secteurs institutionnels, y compris leurs comptes de patrimoine. Il rassemble les opérations économiques et financières de l'économie nationale pour une année donnée. Le TCEI permet ainsi de mesurer les résultats économiques globaux, la contribution de chaque secteur institutionnel à ces résultats, ainsi que l'importance des relations entre, d'une part, les secteurs institutionnels et, d'autre part, l'économie nationale et le reste du monde. Il constitue également un outil très important pour la prévision économique.

### **TABLEAU D'ENTREES-SORTIES**

Le tableau d'entrées-sorties (TES) est un des tableaux principaux des comptes nationaux. Il analyse chacun des produits de la nomenclature selon l'origine (production nationale ou importations) et sa destination (consommation finale, exportations, investissements).

Pour chaque produit, le TES établit l'équilibre comptable ressources-emploi : Production + Importations + Droits de douane + Marges commerciales + TVA sur les produits = Consommations intermédiaires + Consommation finale + Investissement (FBCF) + Exportations + Variation de stocks.

Pour chaque branche, le TES établit la valeur ajoutée (brute) : Production - Consommations intermédiaires = Valeur ajoutée brute.

En somme, il donne, pour chaque branche, la répartition de la valeur ajoutée en rémunération des salariés, impôts nets de subventions sur la production et en excédent brut d'exploitation.

### **TAUX DE MARGE**

Rapport de l'excédent brut d'exploitation (EBE) à la valeur ajoutée.

### **TAUX D'EPARGNE**

Le taux d'épargne est le rapport entre l'épargne des ménages et le revenu disponible brut (non ajusté).

### **TAUX D'INVESTISSEMENT**

Rapport de l'investissement à la valeur ajoutée

### **TRANSFERTS SOCIAUX EN NATURE**

Les transferts sociaux en nature correspondent aux biens et services individuels fournis aux ménages, que ces biens et services aient été achetés sur le marché par les administrations publiques ou les ISBLSM, ou qu'ils aient été produits par elles (production non marchande). Ils comprennent donc à la fois : (i) les prestations sociales en nature qui relèvent du champ de la protection sociale, c'est-à-dire les biens et services fournis directement par les administrations publiques (aide personnalisée au logement par exemple) et ceux que les ménages bénéficiaires achètent eux-mêmes et se font ensuite rembourser (médicaments, soins médicaux) ; (ii) et les transferts de biens et services individuels non marchands, en particulier l'éducation et la santé.

### **VALEUR AJOUTEE BRUTE**

La valeur ajoutée est le solde du compte de production. Elle est égale à la production moins la consommation intermédiaire.



### **Annexe 3 : Tableaux de publication**

## Liste des indicateurs du TCEI

**Tableau 1 : le partage du Produit Intérieur Brut (PIB) en millions de FCFA courants dans l'optique production par secteur (2001-2009)**

Année	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Valeur Ajoutée Brute ménages	1 976 240	1 964 218	2 120 052	2 179 949	2 350 178	2 488 043	2 673 104	3 084 483	3 148 613
Valeur Ajoutée Brute des Sociétés Non Financières	789 242	866 596	936 346	1 056 158	1 122 488	1 194 366	1 371 197	1 495 791	1 457 570
Valeur Ajoutée Brute des Sociétés Financières	96 762	106 199	113 173	131 802	141 477	147 851	159 388	187 711	181 262
Valeur Ajoutée Brute des Administrations Publiques	359 589	391 289	395 847	423 931	462 507	493 919	560 046	611 577	639 423
Valeur Ajoutée Brute des ISBLSM	6 125	7 551	9 309	9 867	10 459	11 087	11 753	12 458	13 206
SIFIM	-71 226	-75 075	-74 108	-86 703	-94 672	-103 281	-109 903	-132 496	-133 088
<b>VALEUR AJOUTEE BRUTE DE ECONOMIE NATIONALE</b>	<b>3 156 732</b>	<b>3 260 778</b>	<b>3 500 619</b>	<b>3 715 004</b>	<b>3 992 436</b>	<b>4 231 986</b>	<b>4 665 585</b>	<b>5 259 525</b>	<b>5 306 985</b>
Impôts nets des subventions sur les produits	418 738	456 861	486 180	527 834	600 659	661 563	742 751	734 960	726 432
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>3 575 470</b>	<b>3 717 639</b>	<b>3 986 798</b>	<b>4 242 837</b>	<b>4 593 095</b>	<b>4 893 548</b>	<b>5 408 336</b>	<b>5 994 485</b>	<b>6 033 417</b>

**Tableau 2 : le partage du PIB dans l'optique revenu en millions de FCFA courants par secteur (2001-2009)**

Année	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Impôts sur la production et les importations nets de subventions	506 090	548 636	585 120	667 617	726 003	796 942	901 923	908 996	904 694
pour mémoire : impôts indirects TOFE	419 300	454 600	487 100	529 100	601 740	662 400	743 300	736 047	722 531
Excédent Brut d'Exploitation et Revenu mixte :	2 404 931	2 439 807	2 643 504	2 751 216	2 903 557	3 078 178	3 340 587	3 805 800	3 790 929
Excédent Brut d'Exploitation des Sociétés Non Financières	433 296	468 401	523 169	578 690	556 654	586 731	676 642	735 191	658 092
Excédent Brut d'Exploitation des Sociétés Financières	67 431	73 009	75 730	93 078	95 058	95 635	99 869	120 692	102 033
Revenu mixte des ménages	1 856 983	1 842 860	1 989 632	2 022 934	2 202 161	2 332 481	2 495 915	2 882 471	2 958 575
Rémunération des salariés versées :	664 448	729 196	758 175	824 004	963 535	1 018 428	1 165 825	1 279 689	1 337 794
Sociétés Financières	28 230	32 076	36 540	37 738	44 093	49 164	55 278	63 079	74 965
Sociétés Non Financières	304 973	343 160	353 982	398 526	485 616	523 084	598 106	657 862	690 066
Ménages	83 979	85 732	91 579	97 159	105 217	107 786	118 706	134 655	125 451
Administrations Publiques	241 377	260 968	267 123	281 094	318 552	327 733	382 434	412 114	434 614
ISBLSM	5 889	7 260	8 951	9 488	10 057	10 661	11 301	11 979	12 698
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>3 575 470</b>	<b>3 717 639</b>	<b>3 986 798</b>	<b>4 242 837</b>	<b>4 593 095</b>	<b>4 893 548</b>	<b>5 408 336</b>	<b>5 994 485</b>	<b>6 033 417</b>

Tableau 3 : les principaux ratios

Année	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Taux d'épargne des ménages (Epargne/Revenu disponible brut)	10,7%	6,9%	13,2%	11,0%	15,3%	11,9%	9,5%	8,1%	8,5%
Taux de prélèvements obligatoires (Prélèvements obligatoires/PIB)	20,5%	21,3%	21,3%	22,7%	23,9%	24,5%	24,6%	24,0%	23,7%
Taux de prélèvements sociaux (Prélèvements sociaux/VA)									
Sociétés non financières	3,5%	3,6%	3,6%	3,5%	3,6%	3,7%	3,6%	3,5%	3,9%
Sociétés financières	1,3%	1,4%	1,5%	1,6%	2,0%	2,1%	2,3%	2,2%	2,7%
Administrations publiques	6,1%	5,8%	6,5%	5,7%	5,8%	6,1%	6,2%	6,3%	6,6%
Ménages	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Consommation des ménages / PIB	78,0%	80,0%	77,2%	77,5%	77,6%	79,1%	79,0%	81,6%	80,5%
Consommation publique / PIB	12,4%	13,0%	12,7%	13,2%	13,0%	13,4%	13,9%	13,2%	14,0%
Propension moyenne à épargner (Epargne/Revenu)									
Administrations publiques	4,1%	23,0%	17,5%	21,5%	20,1%	12,0%	22,6%	21,6%	19,2%
Ménages	10,7%	6,9%	13,2%	11,0%	15,3%	11,9%	9,5%	8,1%	8,5%
National	16,6%	14,7%	19,1%	19,0%	20,8%	17,8%	17,8%	16,2%	14,2%
Taux de FBCF des Sociétés (FBCF/VA)*100	51,5%	47,9%	44,9%	43,5%	52,9%	51,8%	50,4%	61,1%	47,1%
Taux de FBCF des ménages (FBCF/VA)*100	10,7%	14,6%	9,8%	10,6%	7,8%	12,9%	13,4%	8,8%	9,0%
Taux de couverture du commerce extérieur (valeur des exportations /valeur des importations)	76,1%	73,3%	68,7%	68,2%	63,7%	59,5%	53,2%	49,8%	59,1%
Taux de pénétration (importation/marché intérieur)*100	27,1%	27,8%	27,4%	27,8%	30,1%	30,6%	33,4%	35,9%	28,5%
Taux d'ouverture de l'économie vis-à-vis de l'extérieur ((Importation+Exportation)/2xPIB)	33,2%	33,8%	32,7%	33,5%	34,7%	34,4%	36,6%	39,3%	32,8%

**Tableau 4 : les principaux résultats**

Année	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Ménages :</b>									
Épargne brute	335 441	220 312	469 466	405 628	644 595	522 526	447 790	433 684	451 912
Revenu disponible brut (RDB)	3 125 847	3 193 454	3 545 807	3 695 777	4 209 630	4 394 063	4 718 390	5 323 665	5 309 594
Taux d'épargne (Épargne/RDB)	10,7%	6,9%	13,2%	11,0%	15,3%	11,9%	9,5%	8,1%	8,5%
Taux d'épargne financière(Cap. de financement/RDB)	6,9%	3,4%	10,0%	6,9%	13,7%	8,9%	8,8%	2,9%	5,0%
<b>Sociétés non financières :</b>									
Valeur ajoutée au prix de base (VA)	789 242	866 596	936 346	1 056 158	1 122 488	1 194 366	1 371 197	1 495 791	1 457 570
Excédent brut d'exploitation (EBE)	433 296	468 401	523 169	578 690	556 654	586 731	676 642	735 191	658 092
Taux de marge (EBE/VA)	54,9%	54,1%	55,9%	54,8%	49,6%	49,1%	49,3%	49,2%	45,1%
Épargne brute	256 594	198 134	221 611	289 944	232 371	309 271	365 612	379 268	278 587
Taux d'épargne (Épargne/VA)	32,5%	22,9%	23,7%	27,5%	20,7%	25,9%	26,7%	25,4%	19,1%
Formation brute de capital fixe (FBCF)	406 114	415 378	420 129	458 948	593 833	618 754	690 948	913 218	686 746
Taux d'investissement (FBCF/VA)	51,5%	47,9%	44,9%	43,5%	52,9%	51,8%	50,4%	61,1%	47,1%
Taux d'autofinancement (Épargne/FBCF)	63,2%	47,7%	52,7%	63,2%	39,1%	50,0%	52,9%	41,5%	40,6%
<b>Sociétés financières</b>									
Valeur ajoutée au prix de base (VA)	96 762	106 199	113 173	131 802	141 477	147 851	159 388	187 711	181 262
Excédent brut d'exploitation (EBE)	67 431	73 009	75 730	93 078	95 058	95 635	99 869	120 692	102 033
Taux de marge (EBE/VA)	69,7%	68,7%	66,9%	70,6%	67,2%	64,7%	62,7%	64,3%	56,3%
Épargne brute	33 214	37 721	52 973	58 447	73 266	64 808	66 528	77 555	19 040
Taux d'épargne (Épargne/VA)	34,3%	35,5%	46,8%	44,3%	51,8%	43,8%	41,7%	41,3%	10,5%
Formation brute de capital fixe (FBCF)	14 712	9 983	34 708	27 957	23 993	28 117	17 100	50 712	32 771
Taux d'investissement (FBCF/VA)	15,2%	9,4%	30,7%	21,2%	17,0%	19,0%	10,7%	27,0%	18,1%
Taux d'autofinancement (Épargne/FBCF)	225,8%	377,8%	152,6%	209,1%	305,4%	230,5%	389,0%	152,9%	58,1%
<b>Capacité ou besoin de financement :</b>									
Sociétés non financières	-27 336	-41 920	-227 441	-112 057	-387 152	-310 667	-611 469	-649 679	-291 467
Sociétés financières	18 565	27 446	18 379	37 368	55 599	46 651	60 306	42 359	1 905
Administrations publiques	-60 690	16 743	-6 659	294 997	-54 646	948 836	-83 113	-99 635	-125 304
Ménages	216 333	107 858	355 011	253 953	577 905	393 244	414 925	154 872	268 011
Reste du monde	-146 872	-110 127	-139 290	-474 260	-191 707	-1 078 065	219 351	552 083	146 855

**Compte des sociétés non financières (S11)**

En millions FCFA

Code	Opérations	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Compte de production</b>										
<b>Ressources</b>										
P1	Production au prix de base	2 540 465	2 862 846	3 001 283	3 343 884	3 614 448	3 815 613	4 549 835	4 980 105	4 885 242
P11	<i>Production marchande</i>	2 518 028	2 832 739	2 970 704	3 310 351	3 569 187	3 739 900	4 502 990	4 954 157	4 856 465
P12	<i>Production pour emploi final propre</i>	22 437	30 107	30 578	33 533	45 260	75 713	46 845	25 948	28 777
<b>Emplois</b>										
P2	Consommation intermédiaire	1 751 224	1 996 251	2 064 937	2 287 726	2 491 960	2 621 247	3 178 638	3 484 314	3 427 672
<b>B1b</b>	<b>Valeur ajoutée brute</b>	<b>789 242</b>	<b>866 596</b>	<b>936 346</b>	<b>1 056 158</b>	<b>1 122 488</b>	<b>1 194 366</b>	<b>1 371 197</b>	<b>1 495 791</b>	<b>1 457 570</b>
<b>Compte d'exploitation</b>										
<b>Ressources</b>										
<b>B1b</b>	<b>Valeur ajoutée brute</b>	<b>789 242</b>	<b>866 596</b>	<b>936 346</b>	<b>1 056 158</b>	<b>1 122 488</b>	<b>1 194 366</b>	<b>1 371 197</b>	<b>1 495 791</b>	<b>1 457 570</b>
<b>Emplois</b>										
D11	Salaires et traitements bruts	260 874	293 688	300 644	339 196	420 710	452 570	520 179	573 678	600 298
D12	Cotisations sociales à la charge des employeurs	44 099	49 472	53 338	59 330	64 906	70 514	77 928	84 184	89 767
D29	Impôts sur la production	55 849	60 081	63 810	83 193	86 314	91 610	105 655	112 488	118 861
D39	Subventions d'exploitation	-4 876	-5 047	-4 616	-4 251	-6 096	-7 059	-9 207	-9 750	-9 448
<b>B2b</b>	<b>Excédent brut d'exploitation</b>	<b>433 296</b>	<b>468 401</b>	<b>523 169</b>	<b>578 690</b>	<b>556 654</b>	<b>586 731</b>	<b>676 642</b>	<b>735 191</b>	<b>658 092</b>
<b>Compte d'affectation des revenus primaires</b>										
<b>Ressources</b>										
<b>B2b</b>	<b>Excédent brut d'exploitation</b>	<b>433 296</b>	<b>468 401</b>	<b>523 169</b>	<b>578 690</b>	<b>556 654</b>	<b>586 731</b>	<b>676 642</b>	<b>735 191</b>	<b>658 092</b>
D4	Revenus de la propriété	30 439	30 103	64 768	56 866	100 180	107 126	122 495	162 789	146 645
<i>D41</i>	<i>Intérêts</i>	9 841	5 504	13 753	14 887	27 088	27 680	40 916	74 992	39 894
<i>D42</i>	<i>Revenus distribués des sociétés</i>	17 659	23 608	34 394	18 974	30 625	65 125	67 247	78 113	104 097
<i>D43</i>	<i>Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers</i>	2 938	991	16 621	23 004	42 467	14 321	14 333	9 683	2 654
<b>Emplois</b>										
D4	Revenus de la propriété	177 230	209 230	266 594	216 882	275 036	303 989	362 736	352 460	420 762
<i>D41</i>	<i>Intérêts</i>	83 255	88 933	101 316	103 157	116 811	114 534	150 570	153 758	143 541
<i>D42</i>	<i>Revenus distribués des sociétés</i>	70 492	94 735	150 767	96 020	130 508	167 031	188 139	175 613	264 064
<i>D43</i>	<i>Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers</i>	17 783	22 598	11 718	15 204	24 716	16 883	18 528	13 789	4 257
<i>D45</i>	<i>Revenus des terrains et gisements</i>	5 700	2 965	2 793	2 500	3 000	5 540	5 500	9 300	8 900
<b>B5b</b>	<b>Solde brut des revenus primaires</b>	<b>286 504</b>	<b>289 274</b>	<b>321 344</b>	<b>418 674</b>	<b>381 798</b>	<b>389 868</b>	<b>436 401</b>	<b>545 520</b>	<b>383 975</b>

Compte des sociétés non financières (S11)

En millions FCFA

Code	Opérations	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Compte de distribution secondaire du revenu</b>										
<b>Ressources</b>										
B5b	Solde brut des revenus primaires	286 504	289 274	321 344	418 674	381 798	389 868	436 401	545 520	383 975
D61	Cotisations sociales	16 328	18 317	19 749	21 967	24 031	26 108	28 853	31 169	33 237
D72	Indemnités d'assurance dommage	14 489	17 122	21 926	25 085	22 367	19 257	14 393	29 581	21 514
D75	Transferts courants divers reçus	126 638	59 303	99 900	64 396	84 428	138 530	198 972	108 342	159 373
<b>Emplois</b>										
D51	Impôts sur le revenu	54 935	53 497	59 098	71 777	90 435	88 765	88 182	101 367	90 391
D.62	Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature	16 328	18 317	19 749	21 967	24 031	26 108	28 853	31 169	33 237
D71	Primes nettes d'assurance dommage	14 762	15 252	21 613	23 865	22 910	19 084	16 777	28 622	20 197
D75	Transferts courants divers versés	101 340	98 818	140 848	122 568	142 877	130 535	179 196	174 186	175 686
<b>B6b</b>	<b>Revenu disponible brut</b>	<b>256 594</b>	<b>198 134</b>	<b>221 611</b>	<b>289 944</b>	<b>232 371</b>	<b>309 271</b>	<b>365 612</b>	<b>379 268</b>	<b>278 587</b>
<b>Compte d'utilisation du revenu</b>										
<b>Ressources</b>										
B6b	Revenu disponible brut	256 594	198 134	221 611	289 944	232 371	309 271	365 612	379 268	278 587
<b>Emplois</b>										
<b>B8b</b>	<b>Epargne brute</b>	<b>256 594</b>	<b>198 134</b>	<b>221 611</b>	<b>289 944</b>	<b>232 371</b>	<b>309 271</b>	<b>365 612</b>	<b>379 268</b>	<b>278 587</b>
<b>Compte de capital</b>										
<b>Ressources</b>										
B8b	Epargne brute	256 594	198 134	221 611	289 944	232 371	309 271	365 612	379 268	278 587
D9C	Transferts en capital reçus	0	0	0	15 389	24 142	8 350	27 711	28 367	59 826
<b>Emplois</b>										
P51	Formation brute de capital fixe	406 114	415 378	420 129	458 948	593 833	618 754	690 948	913 218	686 746
P52	Variations de stocks	-154 357	-197 571	-38 898	-34 825	5 013	-37 175	154 952	36 947	-113 129
K2	Acq. moins cess. d'actifs non financiers non produits	32 173	22 247	67 821	-6 732	44 819	46 709	158 892	107 149	56 264
<b>B9A</b>	<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>-27 336</b>	<b>-41 920</b>	<b>-227 441</b>	<b>-112 057</b>	<b>-387 152</b>	<b>-310 667</b>	<b>-611 469</b>	<b>-649 679</b>	<b>-291 467</b>

**Compte des sociétés financières (S12)**

En millions FCFA

Code	Opérations	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Compte de production</b>										
<b>Ressources</b>										
P1	Production au prix de base	141 605	155 143	164 366	196 633	214 502	220 672	233 522	276 337	270 375
P11	<i>Production marchande</i>	141 605	155 143	164 366	196 633	214 336	220 496	233 335	276 140	270 168
P12	<i>Production pour emploi final propre</i>	0	0	0	0	166	176	187	196	207
<b>Emplois</b>										
P2	Consommation intermédiaire	44 842	48 944	51 193	64 831	73 026	72 820	74 133	88 626	89 114
<b>B1b</b>	<b>Valeur ajoutée brute</b>	<b>96 762</b>	<b>106 199</b>	<b>113 173</b>	<b>131 802</b>	<b>141 477</b>	<b>147 851</b>	<b>159 388</b>	<b>187 711</b>	<b>181 262</b>
<b>Compte d'exploitation</b>										
<b>Ressources</b>										
B1b	Valeur ajoutée brute	96 762	106 199	113 173	131 802	141 477	147 851	159 388	187 711	181 262
<b>Emplois</b>										
D11	Salaires et traitements bruts	26 316	29 802	34 059	34 475	39 873	44 382	49 829	56 779	67 711
D12	Cotisations sociales à la charge des employeurs	1 914	2 273	2 480	3 263	4 220	4 782	5 449	6 300	7 254
D29	Impôts sur la production	2 277	2 562	2 728	3 318	4 553	5 391	5 891	6 280	7 553
D39	Subventions d'exploitation	-1 175	-1 448	-1 825	-2 333	-2 227	-2 339	-1 650	-2 340	-3 289
<b>B2b</b>	<b>Excédent brut d'exploitation</b>	<b>67 431</b>	<b>73 009</b>	<b>75 730</b>	<b>93 078</b>	<b>95 058</b>	<b>95 635</b>	<b>99 869</b>	<b>120 692</b>	<b>102 033</b>
<b>Compte d'affectation des revenus primaires</b>										
<b>Ressources</b>										
B2b	Excédent brut d'exploitation	67 431	73 009	75 730	93 078	95 058	95 635	99 869	120 692	102 033
D4	Revenus de la propriété	43 826	51 891	58 572	65 348	77 569	77 534	89 146	101 757	96 921
D4A	<i>Ajustement pour services bancaires imputés</i>	-71 226	-75 075	-74 108	-86 703	-94 672	-103 281	-109 903	-132 496	-133 088
D41	<i>Intérêts</i>	112 832	125 077	127 274	138 222	154 921	164 099	186 779	222 286	222 050
D42	<i>Revenus distribués des sociétés</i>	1 078	1 329	1 176	1 497	960	2 695	3 211	7 628	5 704
D43	<i>Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers</i>	1 142	560	4 231	12 332	16 361	14 021	9 058	4 340	2 255
<b>Emplois</b>										
D4	Revenus de la propriété	59 120	65 498	58 116	79 151	77 325	86 281	101 903	110 195	125 503
D41	<i>Intérêts</i>	31 733	31 457	32 579	34 082	39 740	39 307	56 943	70 081	65 576
D42	<i>Revenus distribués des sociétés</i>	14 572	25 328	22 273	32 179	31 601	43 897	42 615	37 367	58 051
D43	<i>Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers</i>	12 134	7 980	2 476	11 925	5 035	2 231	1 366	1 614	621
D44	<i>Revenus de propriété attribués aux assurés</i>	681	732	788	965	949	847	979	1 133	1 254
<b>B5b</b>	<b>Solde brut des revenus primaires</b>	<b>52 136</b>	<b>59 402</b>	<b>76 186</b>	<b>79 275</b>	<b>95 302</b>	<b>86 888</b>	<b>87 112</b>	<b>112 255</b>	<b>73 451</b>



**Compte des sociétés financières (S12)**

En millions FCFA

Code	Opérations	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Compte de distribution secondaire du revenu</b>										
<b>Ressources</b>										
<b>B5b</b>	Solde brut des revenus primaires	52 136	59 402	76 186	79 275	95 302	86 888	87 112	112 255	73 451
<b>D61</b>	Cotisations sociales	646	771	838	1 103	1 425	1 614	1 838	2 124	2 446
<b>D71</b>	Primes nettes d'assurance dommage	24 931	27 929	33 856	37 768	38 386	35 433	34 711	48 344	41 333
<b>D75</b>	Transferts courants divers reçus	1 876	2 140	2 622	6 894	4 941	10 329	12 085	10 696	15 789
<b>Emplois</b>										
<b>D51</b>	Impôts sur le revenu	7 765	9 903	11 602	13 663	13 265	13 835	13 058	10 433	11 109
<b>D62</b>	Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature	646	771	838	1 103	1 425	1 614	1 838	2 124	2 446
<b>D72</b>	Indemnités d'assurance dommage	24 931	27 929	33 856	37 768	38 386	35 433	34 711	48 344	41 333
<b>D75</b>	Transferts courants divers versés	13 033	13 918	14 233	14 060	13 712	18 575	19 611	34 961	59 091
<b>B6b</b>	Revenu disponible brut	33 214	37 721	52 973	58 447	73 266	64 808	66 528	77 555	19 040
<b>Compte d'utilisation du revenu</b>										
<b>Ressources</b>										
<b>B6b</b>	Revenu disponible brut	33 214	37 721	52 973	58 447	73 266	64 808	66 528	77 555	19 040
<b>Emplois</b>										
<b>B8b</b>	Epargne brute	33 214	37 721	52 973	58 447	73 266	64 808	66 528	77 555	19 040
<b>Compte de capital</b>										
<b>Ressources</b>										
<b>B8b</b>	Epargne brute	33 214	37 721	52 973	58 447	73 266	64 808	66 528	77 555	19 040
<b>D9C</b>	Transferts en capital reçus	147	10	32	7 029	8 714	9 484	11 501	13 486	18 245
<b>Emplois</b>										
<b>P51</b>	Formation brute de capital fixe	14 712	9 983	34 708	27 957	23 993	28 117	17 100	50 712	32 771
<b>P52</b>	Variations de stocks	-264	13	133	200	522	-606	271	-265	351
<b>K2</b>	Acq. moins cess. d'actifs non financiers non produits	348	289	-215	-49	1 866	129	351	-1 764	2 257
<b>B9A</b>	Capacité (+) ou besoin (-) de financement	18 565	27 446	18 379	37 368	55 599	46 651	60 306	42 359	1 905

**Compte des administrations publiques (S13)**

En millions FCFA

Code	Opérations	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Compte de production</b>										
<b>Ressources</b>										
P1	Production au prix de base	449 203	491 356	503 916	566 974	609 386	673 831	778 307	827 287	891 026
P11	Production marchande	6 330	7 583	6 682	7 773	11 613	9 968	9 484	9 592	10 441
P13	Autre production non marchande	442 873	483 773	497 234	559 201	597 773	663 862	768 823	817 695	880 584
<b>Emplois</b>										
P2	Consommation intermédiaire	89 614	100 067	108 070	143 043	146 879	179 912	218 261	215 710	251 603
<b>B1b</b>	<b>Valeur ajoutée brute</b>	<b>359 589</b>	<b>391 289</b>	<b>395 847</b>	<b>423 931</b>	<b>462 507</b>	<b>493 919</b>	<b>560 046</b>	<b>611 577</b>	<b>639 423</b>
<b>Compte d'exploitation</b>										
<b>Ressources</b>										
B1b	Valeur ajoutée brute	359 589	391 289	395 847	423 931	462 507	493 919	560 046	611 577	639 423
<b>Emplois</b>										
D11	Salaires et traitements bruts	216 703	235 181	238 284	253 381	287 116	292 138	342 683	368 284	388 893
D12	Cotisations sociales à la charge des employeurs	24 674	25 787	28 840	27 713	31 436	35 596	39 751	43 830	45 721
<b>B2b</b>	<b>Excédent brut d'exploitation</b>	<b>118 212</b>	<b>130 321</b>	<b>128 723</b>	<b>142 837</b>	<b>143 955</b>	<b>166 186</b>	<b>177 612</b>	<b>199 463</b>	<b>204 809</b>
<b>Compte d'affectation des revenus primaires</b>										
<b>Ressources</b>										
B2b	Excédent brut d'exploitation	118 212	130 321	128 723	142 837	143 955	166 186	177 612	199 463	204 809
D21	Impôts ou taxes,/produits	442 177	478 088	507 406	554 590	656 862	732 327	816 033	855 234	818 126
D29	Impôts sur la production	93 404	98 270	105 380	146 367	133 667	144 777	170 029	186 125	191 000
D31	Subventions/produits	-23 439	-21 227	-21 227	-26 757	-56 203	-70 764	-73 282	-120 274	-91 694
D39	Subventions d'exploitation	-6 051	-6 495	-6 441	-6 584	-8 323	-9 398	-10 857	-12 089	-12 738
D4	Revenus de la propriété	27 976	39 650	48 377	43 773	35 352	46 933	69 739	79 036	56 957
D41	Intérêts	2 076	4 250	5 297	5 473	5 952	6 193	11 139	9 236	7 440
D42	Revenus distribués des sociétés	20 200	32 435	40 287	35 800	26 400	35 200	53 100	60 500	40 617
D45	Revenus des terrains et gisements	5 700	2 965	2 793	2 500	3 000	5 540	5 500	9 300	8 900
<b>Emplois</b>										
D4	Revenus de la propriété	52 006	51 905	50 263	53 005	34 846	30 236	29 040	40 444	51 927
D41	Intérêts	52 006	51 905	50 263	53 005	34 846	30 236	29 040	40 444	51 927
<b>B5b</b>	<b>Solde brut des revenus primaires</b>	<b>600 273</b>	<b>666 703</b>	<b>711 957</b>	<b>801 222</b>	<b>870 464</b>	<b>979 824</b>	<b>1 120 234</b>	<b>1 147 051</b>	<b>1 114 533</b>

**Compte des administrations publiques (S13)**

En millions FCFA

Code	Opérations	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Compte de distribution secondaire du revenu</b>										
<b>Ressources</b>										
B5b	Solde brut des revenus primaires	600 273	666 703	711 957	801 222	870 464	979 824	1 120 234	1 147 051	1 114 533
D5	Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	126 200	138 100	151 500	170 040	204 800	209 500	221 880	263 100	275 078
D61	Cotisations sociales	59 087	82 072	85 701	87 600	92 272	98 239	106 526	123 143	127 175
D73	Transferts entre administrations publiques	21 717	17 730	21 262	21 347	29 601	33 254	31 118	49 020	57 016
D74	Coopération internationale courante	51 318	68 709	72 097	68 546	61 519	50 392	55 286	58 743	46 384
<b>Emplois</b>										
D62	Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature	37 818	55 167	68 280	62 863	109 972	75 768	101 324	81 209	96 837
D73	Transferts entre administrations publiques	21 717	17 730	21 262	21 347	29 601	33 254	31 118	49 020	57 016
D74	Coopération internationale courante	4 114	3 959	4 814	4 277	4 724	22 226	3 280	26 229	23 237
D75	Transferts courants divers versés	333 059	268 241	334 034	348 092	366 653	496 642	426 762	475 119	397 469
B6b	Revenu disponible brut	461 886	628 217	614 126	712 176	747 706	743 319	972 560	1 009 479	1 045 627
<b>Compte de distribution du revenu en nature</b>										
<b>Ressources</b>										
B6b	Revenu disponible brut	461 886	628 217	614 126	712 176	747 706	743 319	972 560	1 009 479	1 045 627
<b>Emplois</b>										
D63	Transferts sociaux en nature	153 591	166 228	174 256	203 333	224 261	245 973	281 760	306 027	336 049
B7b	Revenu disponible brut ajusté	308 295	461 988	439 869	508 843	523 445	497 346	690 800	703 452	709 578
<b>Compte d'utilisation du revenu</b>										
<b>Ressources</b>										
B6b	Revenu disponible brut	461 886	628 217	614 126	712 176	747 706	743 319	972 560	1 009 479	1 045 627
<b>Emplois</b>										
P3	Dépenses de consommation finale	443 155	483 897	506 827	558 892	597 762	654 464	752 622	791 080	844 754
B8b	Epargne brute	18 732	144 320	107 299	153 283	149 945	88 855	219 938	218 399	200 873
<b>Compte de capital</b>										
<b>Ressources</b>										
B8b	Epargne brute	18 732	144 320	107 299	153 283	149 945	88 855	219 938	218 399	200 873
D9C	Transferts en capital reçus	101 194	82 540	80 836	444 121	148 348	1 323 519	251 693	240 006	262 802
D9D	Transferts en capital versés	-147	-10	-32	-77 470	-82 333	-151 362	-205 939	-185 476	-206 772
<b>Emplois</b>										
P51	Formation brute de capital fixe	180 469	210 107	194 761	224 938	270 605	312 176	348 805	372 563	382 207
B9A	Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-60 690	16 743	-6 659	294 997	-54 646	948 836	-83 113	-99 635	-125 304

**Compte des ménages (S14)**

En millions FCFA

Code	Opérations	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Compte de production</b>										
<b>Ressources</b>										
P1	Production au prix de base	2 864 198	2 758 550	3 013 033	3 108 172	3 259 666	3 430 381	3 550 321	4 230 171	4 149 710
P11	Production marchande	2 445 744	2 394 864	2 633 203	2 792 132	2 901 698	3 055 810	3 243 582	3 746 306	3 648 714
P12	Production pour emploi final propre	418 454	363 686	379 829	316 040	357 968	374 571	306 739	483 865	500 996
<b>Emplois</b>										
P2	Consommation intermédiaire	887 958	794 332	892 980	928 223	909 488	942 338	877 217	1 145 688	1 001 097
<b>B1b</b>	<b>Valeur ajoutée brute</b>	<b>1 976 240</b>	<b>1 964 218</b>	<b>2 120 052</b>	<b>2 179 949</b>	<b>2 350 178</b>	<b>2 488 043</b>	<b>2 673 104</b>	<b>3 084 483</b>	<b>3 148 613</b>
<b>Compte d'exploitation</b>										
<b>Ressources</b>										
B1b	Valeur ajoutée brute	1 976 240	1 964 218	2 120 052	2 179 949	2 350 178	2 488 043	2 673 104	3 084 483	3 148 613
<b>Emplois</b>										
D11	Salaires et traitements bruts	83 979	85 732	91 579	97 159	105 217	107 786	118 706	134 655	125 451
D29	Impôts sur la production	35 277	35 626	38 842	59 856	42 800	47 776	58 483	67 357	64 586
<b>B2b</b>	<b>Revenu mixte brut</b>	<b>1 856 983</b>	<b>1 842 860</b>	<b>1 989 632</b>	<b>2 022 934</b>	<b>2 202 161</b>	<b>2 332 481</b>	<b>2 495 915</b>	<b>2 882 471</b>	<b>2 958 575</b>
<b>Compte d'affectation des revenus primaires</b>										
<b>Ressources</b>										
B2b	Revenu mixte brut	1 856 983	1 842 860	1 989 632	2 022 934	2 202 161	2 332 481	2 495 915	2 882 471	2 958 575
D11	Salaires et traitements bruts	620 497	681 500	704 793	765 090	895 261	941 407	1 077 016	1 182 977	1 233 473
D12	Cotisations sociales à la charge des employeurs	70 687	77 532	84 659	90 306	100 562	110 892	123 127	134 314	142 742
D4	Revenus de la propriété	24 192	29 755	40 751	26 518	38 545	65 675	62 731	44 320	105 645
D41	Intérêts	7 360	7 342	7 591	8 163	9 246	11 377	13 019	15 479	17 671
D42	Revenus distribués des sociétés	16 151	21 681	32 372	17 389	28 350	53 450	48 733	27 708	86 719
D44	Revenus de la propriété attribués aux assurés	681	732	788	965	949	847	979	1 133	1 254
<b>Emplois</b>										
D4	Revenus de la propriété	12 818	20 247	21 956	30 569	38 567	47 011	29 959	76 229	59 517
D41	Intérêts	12 818	20 247	21 956	30 569	38 567	47 011	29 959	76 229	59 517
<b>B5b</b>	<b>Solde brut des revenus primaires</b>	<b>2 559 542</b>	<b>2 611 400</b>	<b>2 797 878</b>	<b>2 874 278</b>	<b>3 197 962</b>	<b>3 403 443</b>	<b>3 728 830</b>	<b>4 167 852</b>	<b>4 380 918</b>

**Compte des ménages (S14)**

En millions FCFA

Code	Opérations	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Compte de distribution secondaire du revenu</b>										
<b>Ressources</b>										
B5b	Solde brut des revenus primaires	2 559 542	2 611 400	2 797 878	2 874 278	3 197 962	3 403 443	3 728 830	4 167 852	4 380 918
D62	Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature	54 791	74 255	88 867	85 933	135 429	103 490	132 015	114 502	132 519
D72	Indemnités d'assurance dommage	10 442	10 807	11 929	12 683	16 019	16 176	20 318	18 763	19 819
D75	Transferts courants divers reçus	685 866	713 477	879 527	971 652	1 145 391	1 169 634	1 238 210	1 458 759	1 244 638
<b>Emplois</b>										
D51	Impôts sur le revenu	63 500	74 700	80 800	84 600	101 100	106 900	120 640	151 300	173 578
D61	Cotisations sociales	76 060	101 160	106 288	110 669	117 728	126 003	137 262	156 484	162 908
D71	Primes nettes d'assurance dommage	10 168	12 678	12 242	13 902	15 476	16 349	17 934	19 721	21 135
D75	Transferts courants divers versés	35 065	27 947	33 065	39 598	50 867	49 427	125 147	108 706	110 679
<b>B6b</b>	<b>Revenu disponible brut</b>	<b>3 125 847</b>	<b>3 193 454</b>	<b>3 545 807</b>	<b>3 695 777</b>	<b>4 209 630</b>	<b>4 394 063</b>	<b>4 718 390</b>	<b>5 323 665</b>	<b>5 309 594</b>
<b>Compte de distribution du revenu en nature</b>										
<b>Ressources</b>										
B6b	Revenu disponible brut	3 125 847	3 193 454	3 545 807	3 695 777	4 209 630	4 394 063	4 718 390	5 323 665	5 309 594
D63	Transferts sociaux en nature	161 136	175 529	185 722	215 486	237 144	259 629	296 236	321 372	352 316
<b>Emplois</b>										
<b>B7b</b>	<b>Revenu disponible brut ajusté</b>	<b>3 286 983</b>	<b>3 368 983</b>	<b>3 731 529</b>	<b>3 911 263</b>	<b>4 446 774</b>	<b>4 653 692</b>	<b>5 014 626</b>	<b>5 645 037</b>	<b>5 661 910</b>
<b>Compte d'utilisation du revenu</b>										
<b>Ressources</b>										
B6b	Revenu disponible brut	3 125 847	3 193 454	3 545 807	3 695 777	4 209 630	4 394 063	4 718 390	5 323 665	5 309 594
<b>Emplois</b>										
P3	Dépenses de consommation finale	2 790 406	2 973 142	3 076 341	3 290 148	3 565 035	3 871 537	4 270 600	4 889 981	4 857 682
<b>B8b</b>	<b>Epargne brute</b>	<b>335 441</b>	<b>220 312</b>	<b>469 466</b>	<b>405 628</b>	<b>644 595</b>	<b>522 526</b>	<b>447 790</b>	<b>433 684</b>	<b>451 912</b>
<b>Compte de capital</b>										
<b>Ressources</b>										
B8b	Epargne brute	335 441	220 312	469 466	405 628	644 595	522 526	447 790	433 684	451 912
D9C	Transferts en capital reçus	58 789	65 462	82 179	95 371	117 796	113 048	113 290	117 570	102 516
<b>Emplois</b>										
P51	Formation brute de capital fixe	211 066	287 006	207 606	231 975	182 663	320 399	356 919	270 745	284 124
P52	Variations de stocks	-385	-86 603	56 424	8 067	48 098	-33 094	12 746	230 444	59 777
K2	Acq. moins cess. d'actifs non financiers non produits	-32 784	-22 487	-67 396	7 005	-46 276	-44 974	-223 510	-104 807	-57 484
<b>B9A</b>	<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>216 333</b>	<b>107 858</b>	<b>355 011</b>	<b>253 953</b>	<b>577 905</b>	<b>393 244</b>	<b>414 925</b>	<b>154 872</b>	<b>268 011</b>

**Compte des institutions sans buts lucratifs (S15)**

En millions FCFA

Code	Opérations	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Compte de production</b>										
<b>Ressources</b>										
P1	Production au prix de base	7 539	9 293	11 457	12 144	12 873	13 646	14 465	15 333	16 254
P13	Autre production non marchande	7 539	9 293	11 457	12 144	12 873	13 646	14 465	15 333	16 254
<b>Emplois</b>										
P2	Consommation intermédiaire	1 413	1 743	2 148	2 277	2 414	2 559	2 712	2 875	3 048
<b>B1b</b>	<b>Valeur ajoutée brute</b>	<b>6 125</b>	<b>7 551</b>	<b>9 309</b>	<b>9 867</b>	<b>10 459</b>	<b>11 087</b>	<b>11 753</b>	<b>12 458</b>	<b>13 206</b>
<b>Compte d'exploitation</b>										
<b>Ressources</b>										
B1b	Valeur ajoutée brute	6 125	7 551	9 309	9 867	10 459	11 087	11 753	12 458	13 206
<b>Emplois</b>										
D11	Salaires et traitements bruts	5 889	7 260	8 951	9 488	10 057	10 661	11 301	11 979	12 698
<b>B2b</b>	<b>Excédent brut d'exploitation</b>	<b>236</b>	<b>290</b>	<b>358</b>	<b>380</b>	<b>402</b>	<b>426</b>	<b>452</b>	<b>479</b>	<b>508</b>
<b>Compte d'affectation des revenus primaires</b>										
<b>Ressources</b>										
B2b	Excédent brut d'exploitation	236	290	358	380	402	426	452	479	508
D4	Revenus de la propriété	40	69	60	87	60	66	65	37	48
D42	Revenus distribués des sociétés	40	69	60	87	60	66	65	37	48
<b>Emplois</b>										
D4	Revenus de la propriété	77	94	116	123	131	139	147	156	165
D41	Intérêts	77	94	116	123	131	139	147	156	165
<b>B5b</b>	<b>Solde brut des revenus primaires</b>	<b>199</b>	<b>265</b>	<b>302</b>	<b>343</b>	<b>332</b>	<b>354</b>	<b>370</b>	<b>360</b>	<b>391</b>



Compte du reste du monde (S2)

En millions FCFA

Code	Opérations	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Compte extérieur des biens et services</b>										
<b>Ressources</b>										
P.7	Importation de biens et services	1 350 251	1 448 587	1 544 243	1 687 322	1 948 404	2 109 007	2 587 630	3 142 870	2 490 265
<b>Emplois</b>										
P.6	Exportation de biens et services	1 027 102	1 061 344	1 061 303	1 151 450	1 240 821	1 254 040	1 376 220	1 566 261	1 471 790
<b>B11</b>	<b>Solde des échanges extérieurs de biens et services</b>	<b>323 149</b>	<b>387 243</b>	<b>482 940</b>	<b>535 872</b>	<b>707 583</b>	<b>854 967</b>	<b>1 211 410</b>	<b>1 576 609</b>	<b>1 018 475</b>
<b>Compte extérieur des revenus primaires et des transferts courants</b>										
<b>Ressources</b>										
<b>B11</b>	<b>Solde des échanges extérieurs de biens et services</b>	<b>323 149</b>	<b>387 243</b>	<b>482 940</b>	<b>535 872</b>	<b>707 583</b>	<b>854 967</b>	<b>1 211 410</b>	<b>1 576 609</b>	<b>1 018 475</b>
D.11	Salaires bruts	6 295	3 477	5 166	5 436	5 607	5 173	6 461	6 156	7 231
D4	Revenus de la propriété	119 732	134 070	143 355	146 421	150 766	119 681	125 543	145 432	153 802
<i>D41</i>	<i>Intérêts</i>	58 912	61 840	64 011	64 567	45 093	36 313	30 492	35 429	46 904
<i>D42</i>	<i>Revenus distribués des sociétés</i>	30 903	41 652	65 150	54 725	75 922	64 254	75 157	94 600	102 020
<i>D43</i>	<i>Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers</i>	29 917	30 578	14 194	27 129	29 751	19 114	19 894	15 403	4 878
D74	Coopération internationale courante	4 114	3 959	4 814	4 277	4 724	22 226	3 280	26 229	23 237
D75	Transferts courants divers reçus	35 065	27 947	33 065	39 598	50 867	49 427	125 147	108 706	110 679
<b>Emplois</b>										
D.11	Salaires bruts	33 031	33 313	36 443	36 828	37 895	39 043	40 779	43 757	45 652
D4	Revenus de la propriété	16 179	13 639	32 946	45 985	71 241	52 640	55 837	86 383	35 232
<i>D41</i>	<i>Intérêts</i>	11 133	11 378	11 695	10 376	12 205	14 435	15 687	16 754	13 233
<i>D42</i>	<i>Revenus distribués des sociétés</i>	966	710	399	273	208	9 863	16 759	55 606	17 090
<i>D43</i>	<i>Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers</i>	4 080	1 551	20 852	35 336	58 828	28 342	23 391	14 023	4 909
D74	Coopération internationale courante	51 318	68 709	72 097	68 546	61 519	50 392	55 286	58 743	46 384
D75	Transferts courants divers reçus	373 279	399 840	500 474	567 767	720 308	680 900	831 901	902 707	796 681
<b>B12</b>	<b>Solde des opérations courantes avec l'extérieur</b>	<b>14 548</b>	<b>41 195</b>	<b>27 380</b>	<b>12 478</b>	<b>28 584</b>	<b>228 499</b>	<b>488 038</b>	<b>771 542</b>	<b>389 475</b>
<b>Compte de capital</b>										
<b>Ressources</b>										
<b>B12</b>	<b>Solde des opérations courantes avec l'extérieur</b>	<b>14 548</b>	<b>41 195</b>	<b>27 380</b>	<b>12 478</b>	<b>28 584</b>	<b>228 499</b>	<b>488 038</b>	<b>771 542</b>	<b>389 475</b>
D9D	Transferts en capital versés	-161 156	-151 371	-166 880	-486 963	-220 700	-1 308 428	-204 420	-220 037	-243 657
<b>Emplois</b>										
K2	Acq. moins cess. d'actifs non financiers non produits	263	-49	-210	-224	-409	-1 864	64 267	-578	-1 037
<b>B9A</b>	<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>-146 872</b>	<b>-110 127</b>	<b>-139 290</b>	<b>-474 260</b>	<b>-191 707</b>	<b>-1 078 065</b>	<b>219 351</b>	<b>552 083</b>	<b>146 855</b>



## Compte de l'économie (S1)

En millions FCFA

Code	Opérations	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Compte de production</b>										
<b>Ressources</b>										
P1	Production au prix de base	6 003 010	6 277 189	6 694 054	7 227 808	7 710 875	8 154 142	9 126 450	10 329 233	10 212 607
P11	Production marchande	5 111 707	5 390 330	5 774 956	6 306 889	6 696 834	7 026 174	7 989 391	8 986 195	8 785 788
P12	Production pour emploi final propre	440 891	393 793	410 408	349 573	403 395	450 460	353 771	510 010	529 980
P13	Autre production non marchande	450 412	493 066	508 690	571 345	610 646	677 508	783 288	833 029	896 838
D21-D31	Impôts ou taxes, nets des subventions/produits	418 738	456 861	486 180	527 834	600 659	661 563	742 751	734 960	726 432
<b>Emplois</b>										
P2	Consommation intermédiaire	2 846 277	3 016 411	3 193 436	3 512 804	3 718 438	3 922 156	4 460 865	5 069 709	4 905 622
B1b	Valeur ajoutée brute	3 156 732	3 260 778	3 500 619	3 715 004	3 992 436	4 231 986	4 665 585	5 259 525	5 306 985
<b>B*1b</b>	<b>Produit intérieur brut</b>	<b>3 575 470</b>	<b>3 717 639</b>	<b>3 986 798</b>	<b>4 242 837</b>	<b>4 593 095</b>	<b>4 893 548</b>	<b>5 408 336</b>	<b>5 994 485</b>	<b>6 033 417</b>
<b>Compte d'exploitation</b>										
<b>Ressources</b>										
B1*b	Produit intérieur brut	3 575 470	3 717 639	3 986 798	4 242 837	4 593 095	4 893 548	5 408 336	5 994 485	6 033 417
<b>Emplois</b>										
D11	Salaires et traitements bruts	593 761	651 664	673 516	733 698	862 973	907 537	1 042 698	1 145 376	1 195 052
D12	Cotisations sociales à la charge des employeurs	70 687	77 532	84 659	90 306	100 562	110 892	123 127	134 314	142 742
D21	Impôts ou taxes./produits	442 177	478 088	507 406	554 590	656 862	732 327	816 033	855 234	818 126
D29	Impôts sur la production	93 404	98 270	105 380	146 367	133 667	144 777	170 029	186 125	191 000
D31	Subventions/produits	-23 439	-21 227	-21 227	-26 757	-56 203	-70 764	-73 282	-120 274	-91 694
D39	Subventions d'exploitation	-6 051	-6 495	-6 441	-6 584	-8 323	-9 398	-10 857	-12 089	-12 738
<b>B2b</b>	<b>Excédent brut d'exploitation</b>	<b>2 404 931</b>	<b>2 439 807</b>	<b>2 643 504</b>	<b>2 751 216</b>	<b>2 903 557</b>	<b>3 078 178</b>	<b>3 340 587</b>	<b>3 805 800</b>	<b>3 790 929</b>

## Compte de l'économie (S1)

En millions FCFA

Code	Opérations	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Compte d'affectation des revenus primaires</b>										
<b>Ressources</b>										
<b>B2b</b>	Excédent brut d'exploitation	2 404 931	2 439 807	2 643 504	2 751 216	2 903 557	3 078 178	3 340 587	3 805 800	3 790 929
<b>D11</b>	Salaires et traitements bruts	620 497	681 500	704 793	765 090	895 261	941 407	1 077 016	1 182 977	1 233 473
<b>D12</b>	Cotisations sociales à la charge des employeurs	70 687	77 532	84 659	90 306	100 562	110 892	123 127	134 314	142 742
<b>D21</b>	Impôts ou taxes./produits	442 177	478 088	507 406	554 590	656 862	732 327	816 033	855 234	818 126
<b>D29</b>	Impôts sur la production	93 404	98 270	105 380	146 367	133 667	144 777	170 029	186 125	191 000
<b>D31</b>	Subventions/produits	-23 439	-21 227	-21 227	-26 757	-56 203	-70 764	-73 282	-120 274	-91 694
<b>D39</b>	Subventions d'exploitation	-6 051	-6 495	-6 441	-6 584	-8 323	-9 398	-10 857	-12 089	-12 738
<b>D4</b>	Revenus de la propriété	197 698	226 544	286 637	279 294	346 379	400 615	454 078	520 435	539 303
<b>D41</b>	<i>Intérêts</i>	132 109	142 174	153 914	166 746	197 207	209 349	251 853	321 993	287 055
<b>D42</b>	<i>Revenus distribués des sociétés</i>	55 127	79 121	108 289	73 747	86 396	156 537	172 355	173 986	237 185
<b>D43</b>	<i>Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers</i>	4 080	1 551	20 852	35 336	58 828	28 342	23 391	14 023	4 909
<b>D44</b>	<i>Revenus de la propriété attribués aux assurés</i>	681	732	788	965	949	847	979	1 133	1 254
<b>D45</b>	<i>Revenus des terrains et gisements</i>	5 700	2 965	2 793	2 500	3 000	5 540	5 500	9 300	8 900
<b>Emplois</b>										
<b>D4</b>	Revenus de la propriété	301 251	346 975	397 046	379 730	425 904	467 656	523 784	579 484	657 873
<b>D41</b>	<i>Intérêts</i>	179 888	192 636	206 230	220 937	230 095	231 227	266 658	340 668	320 726
<b>D42</b>	<i>Revenus distribués des sociétés</i>	85 064	120 063	173 040	128 199	162 110	210 928	230 753	212 980	322 115
<b>D43</b>	<i>Bénéfices réinvestis d'investissements directs étrangers</i>	29 917	30 578	14 194	27 129	29 751	19 114	19 894	15 403	4 878
<b>D44</b>	<i>Revenus de la propriété attribués aux assurés</i>	681	732	788	965	949	847	979	1 133	1 254
<b>D45</b>	<i>Revenus des terrains et gisements</i>	5 700	2 965	2 793	2 500	3 000	5 540	5 500	9 300	8 900
<b>B5b</b>	Solde brut des revenus primaires	3 498 653	3 627 044	3 907 666	4 173 793	4 545 858	4 860 377	5 372 948	5 973 037	5 953 268

## Compte de l'économie (S1)

En millions FCFA

Code	Opérations	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Compte de distribution secondaire du revenu</b>										
<b>Ressources</b>										
<b>B5b</b>	Solde brut des revenus primaires	3 498 653	3 627 044	3 907 666	4 173 793	4 545 858	4 860 377	5 372 948	5 973 037	5 953 268
<b>D51</b>	Impôts sur le revenu	126 200	138 100	151 500	170 040	204 800	209 500	221 880	263 100	275 078
<b>D61</b>	Cotisations sociales	76 060	101 160	106 288	110 669	117 728	125 960	137 217	156 436	162 857
<b>D62</b>	Prestations sociales autre que transferts sociaux en nature	54 791	74 255	88 867	85 933	135 429	103 490	132 015	114 502	132 519
<b>D71</b>	Primes nettes d'assurance dommage	24 931	27 929	33 856	37 768	38 386	35 433	34 711	48 344	41 333
<b>D72</b>	Indemnités d'assurance dommage	24 931	27 929	33 856	37 768	38 386	35 433	34 711	48 344	41 333
<b>D73</b>	Transferts entre administrations publiques	21 717	17 730	21 262	21 347	29 601	33 254	31 118	49 020	57 016
<b>D74</b>	Coopération internationale courante	4 114	3 959	4 814	4 277	4 724	22 226	3 280	26 229	23 237
<b>D75</b>	Transferts courants divers reçus	820 712	780 817	989 590	1 052 487	1 243 550	1 326 651	1 457 471	1 586 974	1 428 927
<b>Emplois</b>										
<b>D51</b>	Impôts sur le revenu	126 200	138 100	151 500	170 040	204 800	209 500	221 880	263 100	275 078
<b>D61</b>	Cotisations sociales	76 060	101 160	106 288	110 669	117 728	126 003	137 262	156 484	162 908
<b>D62</b>	Prestations sociales autre que transferts sociaux en nature	54 791	74 255	88 867	85 933	135 429	103 490	132 015	114 502	132 519
<b>D71</b>	Primes nettes d'assurance dommage	24 931	27 929	33 856	37 768	38 386	35 433	34 711	48 343	41 333
<b>D72</b>	Indemnités d'assurance dommage	24 931	27 929	33 856	37 768	38 386	35 433	34 711	48 344	41 333
<b>D73</b>	Transferts entre administrations publiques	21 717	17 730	21 262	21 347	29 601	33 254	31 118	49 020	57 016
<b>D74</b>	Coopération internationale courante	4 114	3 959	4 814	4 277	4 724	22 226	3 280	26 229	23 237
<b>D75</b>	Transferts courants divers versés	482 497	408 924	522 181	524 318	574 109	695 179	750 717	792 973	742 925
<b>B6b</b>	Revenu disponible brut	<b>3 884 071</b>	<b>4 063 687</b>	<b>4 442 359</b>	<b>4 766 231</b>	<b>5 272 094</b>	<b>5 520 016</b>	<b>6 131 708</b>	<b>6 799 552</b>	<b>6 662 417</b>

## Compte de l'économie (S1)

En millions FCFA

Code	Opérations	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Compte de distribution du revenu en nature</b>										
<b>Ressources</b>										
B6b	Revenu disponible brut	3 884 071	4 063 687	4 442 359	4 766 231	5 272 094	5 520 016	6 131 708	6 799 552	6 662 417
D63	Transferts sociaux en nature	161 136	175 529	185 722	215 486	237 144	259 629	296 236	321 372	352 316
<b>Emplois</b>										
D63	Transferts sociaux en nature	161 136	175 529	185 722	215 486	237 144	259 629	296 236	321 372	352 316
<b>B7b</b>	<b>Revenu disponible brut ajusté</b>	<b>3 884 071</b>	<b>4 063 687</b>	<b>4 442 359</b>	<b>4 766 231</b>	<b>5 272 094</b>	<b>5 520 016</b>	<b>6 131 708</b>	<b>6 799 552</b>	<b>6 662 417</b>
<b>Compte d'utilisation du revenu</b>										
<b>Ressources</b>										
B6b	Revenu disponible brut	3 884 071	4 063 687	4 442 359	4 766 231	5 272 094	5 520 016	6 131 708	6 799 552	6 662 417
<b>Emplois</b>										
P3	Dépenses de consommation finale	3 241 105	3 466 340	3 594 634	3 861 194	4 175 680	4 539 657	5 037 698	5 696 406	5 718 702
<b>B8b</b>	<b>Epargne brute</b>	<b>642 966</b>	<b>597 348</b>	<b>847 725</b>	<b>905 036</b>	<b>1 096 414</b>	<b>980 359</b>	<b>1 094 010</b>	<b>1 103 146</b>	<b>943 715</b>
<b>Compte de capital</b>										
<b>Ressources</b>										
B8b	Epargne brute	642 966	597 348	847 725	905 036	1 096 414	980 359	1 094 010	1 103 146	943 715
D9C	Transferts en capital reçus	161 303	151 380	166 912	564 433	303 033	1 459 790	410 359	405 513	450 429
D9D	Transferts en capital versés	-147	-10	-32	-77 470	-82 333	-151 362	-205 939	-185 476	-206 772
<b>Emplois</b>										
P51	Formation brute de capital fixe	812 519	922 704	857 446	944 073	1 071 365	1 279 734	1 414 078	1 607 562	1 386 191
P52	Variations de stocks	-155 006	-284 161	17 659	-26 558	53 633	-70 876	167 970	267 126	-53 001
K2	Acq. moins cess. d'actifs non financiers non produits	-263	49	210	224	409	1 864	-64 267	578	1 037
<b>B9A</b>	<b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement</b>	<b>146 872</b>	<b>110 127</b>	<b>139 290</b>	<b>474 260</b>	<b>191 707</b>	<b>1 078 065</b>	<b>-219 351</b>	<b>-552 083</b>	<b>-146 855</b>